

MALAISIE

Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par
SAR la Princesse Astrid,
Représentante de SM le Roi
22 > 28 novembre 2014



agence pour le
commerce extérieur

PRÉFACE

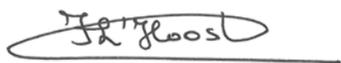
'People First, Performance Now', tel est le slogan de la philosophie de management 'One Malaysia' prônée par le Premier Ministre Najib Tun Razak depuis son élection en avril 2009. Il exprime la volonté de rassembler le peuple malaisien afin d'avancer d'un même pas convaincu sur le chemin du développement.

L'objectif 'Vision 2020' veut promouvoir la Malaisie du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé. Différents programmes entendent la guider dans la réalisation de ce défi ambitieux, en modernisant l'économie, sans attiser les tensions sociales ou politiques, ni rompre les équilibres.

Troisième puissance de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Malaisie ne manque pas d'atouts pour séduire les investisseurs. Une douzaine de secteurs porteurs regorgeant d'opportunités d'affaires ont été mis en évidence par les autorités.

La libéralisation de l'économie malaisienne dynamise les échanges commerciaux, attire davantage de capitaux étrangers et contribue à l'ascension du pays dans les classements internationaux relatifs à la compétitivité.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux, l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade, organise cette mission princière. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises une excellente occasion de faire preuve de leur savoir-faire et de révéler leurs atouts sur le marché malaisien.



Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint



Marc Bogaerts

Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

L'ambition 'Vision 2020' veut doter la Malaisie d'un PIB par tête de 15.000 USD, soit le double du niveau de 2009, et l'auréoler par la même occasion du titre de pays à revenu élevé. Troisième puissance de l'ASEAN, elle génère aujourd'hui 13 % de la richesse de la région. Sa croissance est estimée à 5,7 % en 2014 et les prévisions s'avèrent optimistes.

La libéralisation progressive de l'économie a diminué les subventions accordées par l'état, tandis qu'une taxe équivalente à la TVA, la GST, sera introduite en 2015. L'inflation devrait par conséquent s'accroître dans les prochaines années, tout en restant sous contrôle. La dette publique malaisienne est l'une des plus importantes de la région, bien que le déficit budgétaire s'amenuise d'année en année. Les autorités cherchent à réduire ce dernier à néant d'ici 2020 et à maintenir la dette sous la barre des 55 %. Garante de la politique monétaire, la Bank Negara Malaysia a récemment relevé son taux d'intérêt directeur pour contenir la croissance de l'inflation et de la dette publique.

La Malaisie a signé plusieurs accords bilatéraux de libre-échange. Membre fondateur de l'ASEAN, elle prend également part aux pourparlers concernant le Trans-Pacific Partnership. La porte des négociations lui a été ouverte pour un traité régional avec l'Union européenne.

Les échanges de marchandises ont augmenté de 4,6 % en 2013. Exportations et importations devraient progresser à un rythme similaire dans les prochaines années, assurant un surplus commercial stable à la Malaisie vis-à-vis du reste du monde. La Chine et Singapour sont ses deux principaux partenaires, suivis par le Japon, les États-Unis et l'Union européenne. Les produits électriques et électroniques occupent une place prépondérante dans la balance.

Les investissements directs étrangers ont augmenté de 22 % en Malaisie en 2013, soit bien plus que la moyenne mondiale. L'industrie manufacturière a bénéficié de plus de 45 % de ces flux, mais les secteurs à plus haute valeur ajoutée séduisent de plus en plus.

Les classements internationaux en matière de risque et de facilité de faire des affaires voient la Malaisie monter dans la hiérarchie. Elle occupe notamment le 6^e rang de l' 'Ease of Doing Business'.

La deuxième partie de l'étude se penche sur quatre secteurs clés en Malaisie, choisis parmi les NKEAs (national key economic areas) identifiés par le gouvernement.

Tout d'abord, la finance islamique rencontre un franc succès auprès des Malaisiens. Le pays s'est doté d'un environnement favorable à son développement, aussi bien pour la création de nouveaux instruments que pour devenir un centre d'excellence. La Malaisie est notamment le leader mondial du marché du sukuk, un produit obligataire islamique.

Ensuite, le potentiel du secteur cleantech a poussé le gouvernement à mettre en place une panoplie d'incitants fiscaux à l'efficacité énergétique et à la promotion des énergies renouvelables, qui pourraient générer plus de 70 milliards de MYR de revenus d'ici 2020. Quatre domaines ont été identifiés comme propices au développement des technologies propres : l'énergie, le bâtiment, le transport ainsi que la gestion de l'eau et des déchets.

La construction offre également un marché très compétitif. Représentant 4,2 % du PIB en 2013, elle devrait afficher un taux de croissance annualisé de 11,5 % jusqu'en 2017. L'immobilier malaisien est particulièrement dynamique, mais

d'autres sous-secteurs, comme le transport, les services publics et le tourisme, laissent entrevoir de nombreuses perspectives.

Enfin, la santé figure aussi parmi les priorités. L'évolution démographique et le pouvoir d'achat croissant justifient le besoin de moderniser le secteur. La Malaisie est réputée pour son tourisme médical. Les médicaments, les appareils médicaux et les soins aux personnes âgées présentent tout particulièrement un potentiel de développement intéressant.

Après quelques données d'ordre général (section 1) et l'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques (section 2), nous étudierons les quatre secteurs d'activité précités (section 3), parmi les plus dynamiques actuellement en Malaisie. Nous évoquerons également quelques réussites récentes d'entreprises belges (section 4).

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
EXECUTIVE SUMMARY	5
1. DONNÉES GÉNÉRALES	8
2. DONNÉES ÉCONOMIQUES	12
2.1 VISION 2020 : VERS UN PAYS À REVENU ÉLEVÉ	14
2.2 INDICATEURS CLÉS	19
2.2.1 PIB	19
2.2.2 Inflation et taux d'intérêt	22
2.2.3 Taux de change	24
2.2.4 Dette publique	25
2.3 COMMERCE EXTÉRIEUR	26
2.3.1 Accords bilatéraux	26
2.3.2 Balance commerciale	27
2.3.3 Relations avec la Belgique	30
2.3.4 Balance du compte courant	31
2.4 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	32
2.5 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	35
2.5.1 Appréciation du risque selon Le Groupe Credendo	35
2.5.2 Autres indicateurs de risque	37
3. ANALYSE SECTORIELLE	38
3.1 FINANCE ISLAMIQUE	40
3.2 CLEANTECH	44
3.3 CONSTRUCTION	51
3.4 SANTÉ	60
4. RÉUSSITES RÉCENTES	64
LHOIST	66
AGEAS	67
OLEON	68
5. ADRESSES UTILES	70
5.1 EN BELGIQUE	72
5.2 EN MALAISIE	72
5.3 SITES À CONSULTER	73
6. SOURCES	74





1

**DONNÉES
GÉNÉRALES**



- ◆ La Fédération de Malaisie est une monarchie constitutionnelle, indépendante depuis 1957. Elle est régie par un système démocratique parlementaire fédéral. Elle est composée de treize Etats (*negeri*) et de trois districts fédéraux (*wilayah persekutuan*). Sa capitale est Kuala Lumpur. Putrajaya est quant à elle la capitale administrative.
- ◆ Le chef de l'état actuel est le Roi Abdul Halim Muadzam Shah, Sultan de Kedah, élu par ses pairs pour cinq ans le 13 décembre 2011. Najib Tun Razak est Premier Ministre depuis avril 2009.
- ◆ Le pays comptait environ 29,6 millions d'habitants en 2013, dont 332 Belges inscrits dans les registres de Kuala Lumpur. Le cap des 30 millions devrait être franchi en 2014.
- ◆ L'espérance de vie de naissance s'élève à 74,5 ans (PNUD, 2013). Le taux d'alphabétisation atteint 93,1 %.
- ◆ Le nom du pays vient de 'malais', qui désigne le groupe ethnique majoritaire (62 %). La plupart des autres Malaisiens sont d'origine chinoise (25 %) ou indienne (10 %).
- ◆ La langue officielle est le malais, mais on y pratique également l'anglais, le chinois, et le tamoul.
- ◆ Religion officielle du pays, l'islam est pratiqué par 61 % des habitants. Par ailleurs, 20 % sont bouddhistes, 9 % chrétiens et 6 % hindouistes. Le solde pratique d'autres cultes, comme le confucianisme ou le taoïsme.



- ◆ Située en Asie du Sud-Est, la Malaisie couvre 330.803 km², soit 10,8 fois la Belgique. Elle est composée de deux régions distinctes :
 - La Malaisie orientale ou insulaire s'étend sur l'île de Bornéo, où elle partage ses frontières avec le Sultanat de Brunei et l'Indonésie. Elle abrite 15 % de la population nationale et représente 60 % du territoire. Elle est essentiellement recouverte de forêts tropicales humides.
 - La Malaisie occidentale ou péninsulaire occupe la péninsule de Malacca, au sud de la Thaïlande. Elle est reliée à Singapour, par deux ponts traversant le détroit de Johor. 85 % des Malaisiens vivent sur cette partie, qui couvre 40 % de la superficie du pays. Elle divisée du nord au sud par une chaîne montagneuse agrémentée de vastes zones forestières. Sa côte ouest est marécageuse et plate, alors que sa côte est se compose de longues plages de sable.
- ◆ Le ringgit malais (MYR) est l'unité monétaire de la Malaisie. Il est divisé en 100 sen. Le 23 septembre 2014, 1 EUR valait 4,1836 MYR.
- ◆ Le prix du Big Mac, utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises, s'élève en moyenne à 2,41 USD en Malaisie en juillet 2014, contre 4,95 USD (ou 3,68 EUR) dans la zone euro et 4,80 USD aux Etats-Unis. Le pouvoir d'achat d'un dollar est donc largement supérieur en Malaisie.
- ◆ La Malaisie affiche un indice de développement humain (IDH) de 0,77 en 2014 et occupe la 62^e place sur 187 pays étudiés, soit une progression deux rangs par rapport à 2013.





2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

2.1	VISION 2020 : VERS UN PAYS À REVENU ÉLEVÉ	14
2.2	INDICATEURS CLÉS	19
2.2.1	PIB	19
2.2.2	INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT	22
2.2.3	TAUX DE CHANGE	24
2.2.4	DETTE PUBLIQUE	25
2.3	COMMERCE EXTÉRIEUR	26
2.3.1	ACCORDS BILATÉRAUX	26
2.3.2	BALANCE COMMERCIALE	27
2.3.3	RELATIONS AVEC LA BELGIQUE	30
2.3.4	BALANCE DU COMPTE COURANT	31
2.4	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	32
2.5	APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	35
2.5.1	APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	35
2.5.2	AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	37

2.1 VISION 2020 : VERS UN PAYS À REVENU ÉLEVÉ

La Malaisie affiche l'un des niveaux de vie les plus élevés d'Asie du Sud-Est. Le gouvernement ambitionne d'augmenter encore le pouvoir d'achat de ses habitants et de faire ainsi passer la Malaisie du statut de 'pays à revenu intermédiaire' à celui de 'pays à revenu élevé' d'ici 2020. C'est l'objectif 'Vision 2020'.

La Banque mondiale définit un pays à revenu élevé (high-income country) comme un pays où le PIB par habitant atteint au moins 12.746 USD (seuil défini pour l'année 2013).

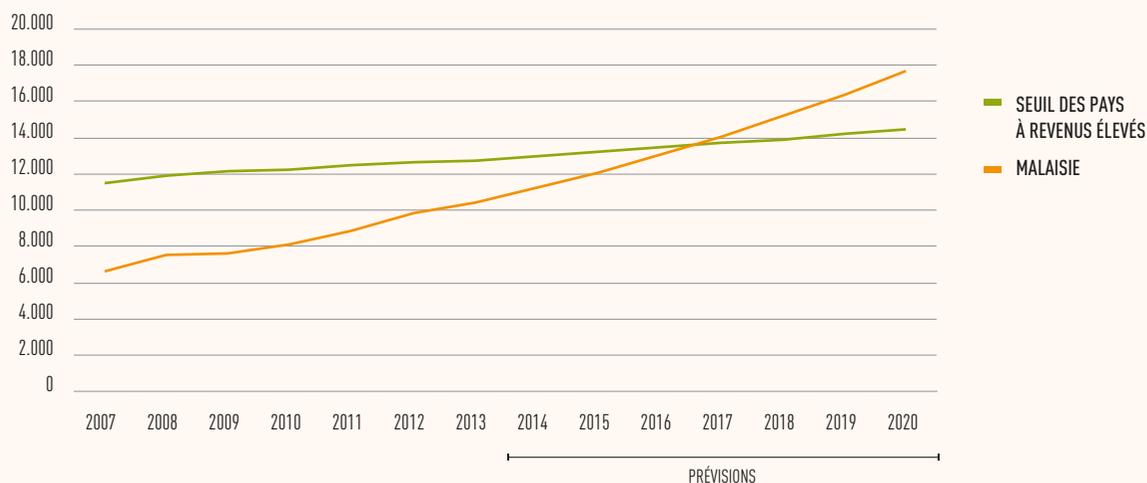
En Malaisie, ce critère se chiffrait en 2013 à 10.538 USD selon EIU ou à 10.400 USD selon la méthode 'Atlas' utilisée par la Banque mondiale. Le taux de croissance du pays a affiché par ailleurs une moyenne annuelle de 8 % entre 2007 et 2013. A ce rythme, l'objectif initial serait atteint dès 2017.

Malaysia is likely to cross the World Bank's 'high income' threshold even before 2020. The country has also made significant progress in poverty reduction, and has been working hard to close gaps in areas such as rural and urban infrastructure. Further enhancing competition and capabilities in the economy will ensure that Malaysia completes its transformation into an inclusive and developed economy.

Frederico Gil Sander

Senior country economist
pour la Malaisie à la Banque mondiale
(juillet 2014)

PIB par habitant en USD (calculé selon la méthode Atlas)



Source : Banque mondiale (2014)

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement entend réformer l'économie sans attiser les tensions sociales, ni rompre les équilibres.

Une série de plans de développement concourent à la réalisation de cet objectif final. Nous distinguons quatre piliers de cette métamorphose nationale. Conjointement, ils forment un cadre propice à l'expansion économique. Les autorités entendent envoyer des signaux forts à l'attention de la population malaisienne et des investisseurs, locaux comme étrangers.

Les différents programmes sont consultables via le site de l'Economic Planning Unit, l'un des départements du Premier Ministère : www.epu.gov.my/en/home.



© Bank Negara Malaysia, CC BY-SA 3.0

Vision 2020

1Malaysia People First Performance Now	Government Transformation Programme (GTP) 7 National Key Results Areas (NKRAs)	Economic Transformation Programme (ETP) 6 Strategic Reform Initiatives (SRIs)	10th Malaysia Plan Macroeconomic growth targets & expenditure allocation
April 2009	January 2010	March 2010	June 2010

1 MALAYSIA

'One Malaysia' (la Malaisie unie) est une philosophie fondamentale de management adoptée par le pays, à l'initiative du Premier Ministre Najib Tun Razak depuis son élection en avril 2009. 'People First, Performance Now' en est le slogan, destiné à rassembler le peuple malaisien pour aller de l'avant sur le chemin du développement.

GOVERNMENT TRANSFORMATION PROGRAMME

Deux programmes d'envergure ont ensuite été lancés début 2010, l'un destiné à moderniser le fonctionnement du gouvernement (GTP ou Government Transformation Programme), l'autre l'économie du pays (ETP ou Economic Transformation Programme).

En vue de garantir le succès et la mise en œuvre efficace du GTP, le Premier Ministre a identifié plusieurs domaines nationaux, les 7 'NKRA's' (National Key Results Areas) pour lesquels il a fixé des résultats à atteindre :

1. Elargir l'accès à une éducation de qualité
2. Moderniser les transports en commun en zone urbaine
3. Lutter contre la corruption
4. Faire baisser la délinquance
5. Moderniser les infrastructures de base en zone rurale
6. Améliorer la condition des ménages à bas revenus
7. Apporter des réponses au problème de l'augmentation du coût de la vie.

Le rapport annuel 2013 du GTP liste les avancées dans chacun des NKRA's.

ECONOMIC TRANSFORMATION PROGRAMME

Ce programme vise à transformer la structure de l'économie malaisienne, sur base d'un nouveau modèle (New Economic Model) : 'a high-income, inclusive and sustainable nation'.

D'ici 2020, ses objectifs sont de faire grimper le PIB à 15.000 USD par habitant (soit deux fois plus qu'en 2009) et de faire ainsi de la Malaisie un pays développé à revenu élevé, de créer 3,3 millions d'emplois et d'attirer 444 milliards d'USD d'investissements, dont 92 % émanant du secteur privé.

Il concentre ses énergies sur 12 'NKEAs' (National Key Economic Areas), secteurs moteurs qui présentent le meilleur potentiel pour booster la croissance économique.

Les 12 NKEAs sont les domaines suivants :

1. Énergie
2. Développement de l'agglomération de Kuala Lumpur et de Klang Valley
3. Services financiers
4. Commerce de gros et de détail
5. Huile de palme et caoutchouc
6. Tourisme
7. Électronique
8. Services aux entreprises
9. Communication et infrastructure
10. Éducation
11. Agriculture
12. Santé.

Ils sont assortis de 6 Strategic Reform Initiatives (SRIs), qui encadrent la mise en œuvre de réformes structurelles, indispensables pour améliorer la compétitivité de l'économie :

1. Concurrence et libéralisation de l'économie
2. Consolidation des finances publiques
3. Services publics
4. Réduction des inégalités
5. Désengagement de l'Etat de l'économie
6. Développement du capital humain.

Ces réformes rencontrent un certain succès. Les différents classements internationaux confirment la compétitivité accrue de la Malaisie qui en découle (voir 2.5).

Le rapport 2013 de l'ETP dresse un bilan après trois années de mise en œuvre. 196 projets prioritaires (EPP ou entry point project) déclinés à partir des 12 NKEAs ont déjà été lancés, pour un investissement global de 219 milliards de MYR (environ 50 milliards d'EUR) et près de 438.000 emplois créés. Selon l'audit réalisé par PwC, 102 % des objectifs poursuivis en termes d'EPP ont été atteints et 95 % en matière de SRIs.

Parmi les EPPs qui devraient avoir le plus d'impact sur la création de richesse, nous pouvons épingler les suivants :

- ◆ séduire des talents internationaux et nationaux
- ◆ attirer 100 des plus grandes multinationales à Kuala Lumpur
- ◆ développer l'énergie nucléaire
- ◆ mettre au point un système de transport en commun efficace sur l'agglomération de Kuala Lumpur
- ◆ développer les services de maintenance dans l'aviation
- ◆ atteindre 65 % du marché mondial des gants en latex.

BILAN DE L'ETP EN 2013

	2011	2012	2013	Total
Nombre de projets EPP lancés	110	39	47	196
Investissement (en milliards de MYR)	179,2	32,1	8,0	219,3
Impact sur le PIB (en milliards de MYR)	129,5	6,6	7,4	143,5
Emplois créés	313.741	94.702	29.373	437.816

Source : PEMANDU

It is important to note that the ETP was formulated not only to help Malaysia achieve its ambitions for developed nation status by 2020, but also in response to the shift in the global economic order.

Najib Tun Razak
Premier Ministre
(Rapport annuel 2013 de l'ETP)

10th MALAYSIAN PLAN

Le 10^e plan quinquennal (10th Malaysia Plan) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Il dresse un agenda des dépenses publiques entre 2011 et 2015 et soutient l'exécution des deux programmes de développement cités précédemment. Son successeur, le '11th Malaysia Plan' sera dévoilé en 2015 et prendra le relais pour la période 2016-2020.

L'agence PEMANDU (Performance Management & Delivery Unit), sous la tutelle du Premier Ministre, gère ces programmes en contrôlant leurs performances et la réalisation des objectifs (www.pemandu.gov.my). Elle s'est distinguée en juin 2014 en faisant partie des 'Top 20 Leading Government Innovation Teams Worldwide', titre décerné par la fondation britannique pour l'innovation 'Bloomberg Philanthropics et Nesta'. Celle-ci pointe les organisations mises sur pied par une ville, une région ou un gouvernement pour relever un défi complexe.

Malaysians, we have moved forward, from strength to strength. Pemandu was ranked amongst the top 20 of the world's leading government innovation teams. This ranking shows that Pemandu, a catalyst for performance, reflects that Malaysia is on track in our aspirations to achieve a developed nation status.

Najib Tun Razak
Premier Ministre
(juin 2014)

ENGLISH • BAHASA MALAYSIYA

HOME ABOUT US CONTACT US CAREERS

PEMANDU
PERFORMANCE MANAGEMENT AND DELIVERY UNIT

The Performance Management & Delivery Unit (PEMANDU) was formally established on September 16, 2009 and is a unit under the Prime Minister's Department. PEMANDU's main role and objective is to oversee implementation and assist progress of the Economic Transformation Programme and the Government Transformation Programme. Facilitating as well supporting delivery of the 100SAs, RKRAs and PKRAs... 06-62 9999

GOVERNMENT TRANSFORMATION PROGRAMME

The GTP is designed to provide all Malaysians access to improved public services irrespective of race, religion and region - helping us to achieve the ideals of 1Malaysia.

TELL ME MORE

ECONOMIC TRANSFORMATION PROGRAMME

The Economic Transformation Programme is a focused, inclusive and sustainable initiative that will transform Malaysia into a high-income nation by 2020.

TELL ME MORE

SEE HOW THE NATION HAS TRANSFORMED

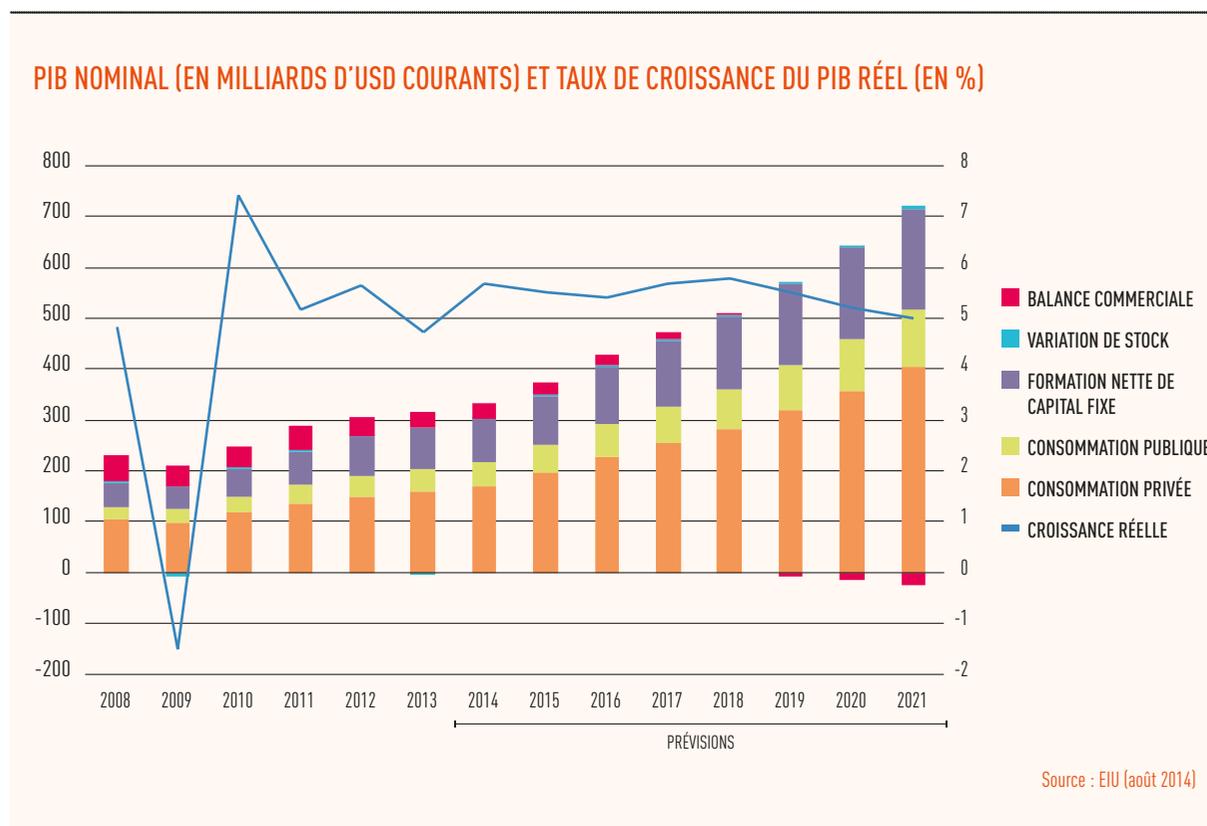
Find Out More

COPYRIGHT 2013 © PEMANDU

Terms and Conditions Privacy Policy Copyright Notice

2.2 INDICATEURS CLÉS

2.2.1 PIB



Le produit intérieur brut ou PIB est le premier indicateur pour évaluer la santé économique d'un pays. En 2013, le PIB nominal malaisien au prix du marché s'élevait à 313 milliards d'USD, soit 10.538 USD par habitant. Le PIB annuel de 2014 atteindrait 332 milliards d'USD selon l' Economist Intelligence Unit (EIU), soit un peu plus de 11.000 USD par tête.

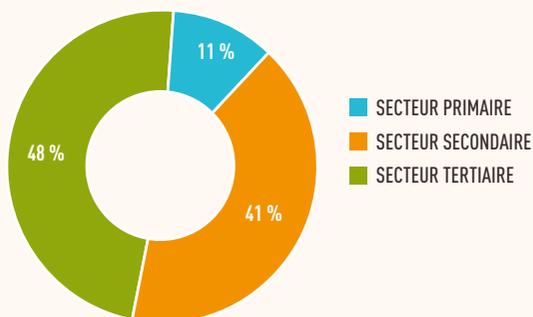
Après la crise mondiale de 2009, le taux de croissance a connu une reprise fulgurante avec 7,4 %. Il était de 4,7% en 2013. Selon les prévisions d' EIU, il devrait grimper à 5,7 % en 2014 et afficher une moyenne de 5,6 % sur la période 2015-2018.

Le pays voit surtout sa croissance alimentée par une consommation intérieure résiliente et des investissements importants. La part de l'investissement émanant du secteur privé progresse, représentant 60,9 % de la formation brute de capital fixe en 2013.

La Malaisie est la 3^e économie de l'ASEAN, derrière Singapour et le Brunei. Elle génère 13 % du PIB global de la région. Pour le critère du PIB par tête, elle est également la 3^e nation la plus développée de l'ASEAN.

ANALYSE SECTORIELLE

RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB EN 2013



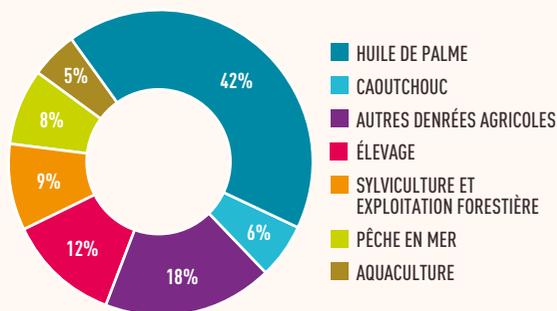
Source : EIU (août 2014)

Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles. Il contribue au PIB malaisien global à hauteur de 11 % en 2013 et emploie 13 % de la population. Il devrait connaître une croissance annuelle moyenne de 2,5 % entre 2014 et 2018.

La Malaisie est l'un des principaux producteurs mondiaux d'huile de palme, de caoutchouc et de cacao. Elle exporte également beaucoup de bois tropical.

L'huile de palme représente 42 % du secteur primaire (soit pas moins de 4,6 % du PIB national global). Parmi les autres produits issus de l'agriculture, le caoutchouc s'octroie 6 % du secteur primaire. L'élevage, la sylviculture et la pêche s'en partagent quant à eux un tiers.

VENTILATION DU SECTEUR PRIMAIRE PAR ACTIVITÉ (2013)



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

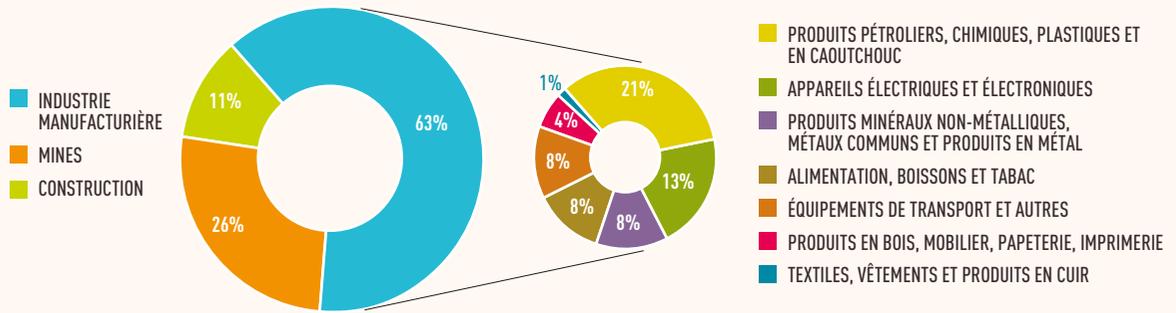
Le secteur secondaire englobe toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Il représente 41 % du PIB national et emploie 28 % des travailleurs.

L'industrie manufacturière contribue à elle seule à près d'un quart du PIB malaisien. Elle génère la majeure partie des revenus du secteur secondaire (63 %), alors que les mines et la construction se partagent le solde.

La croissance annuelle moyenne de l'activité secondaire serait de 5,4 % sur la période 2014-2018.

La Malaisie est l'un des principaux exportateurs de dispositifs semi-conducteurs et d'appareils électriques. Le gouvernement veut faire du pays le premier développeur de produits technologiques de pointe. Après la Chine et l'Inde, la Malaisie est également une destination importante pour la délocalisation de la fabrication des composants.

VENTILATION DU SECTEUR SECONDAIRE PAR ACTIVITÉ (2013)



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

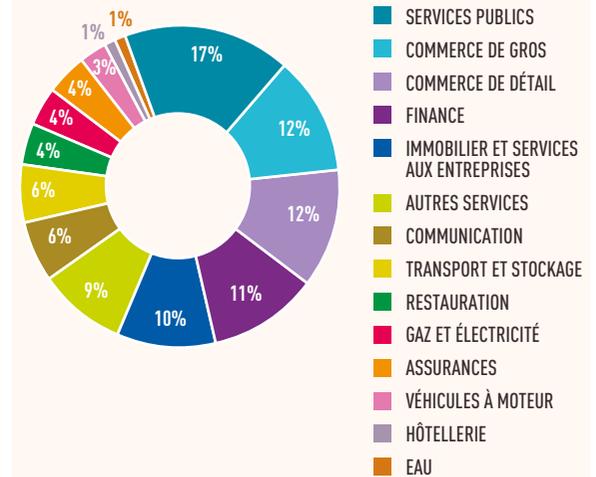
Le secteur tertiaire se définit comme celui des services. Il représente près de la moitié du PIB malaisien (48 %) et emploie 59 % de la population active. Les services contribuant le plus au PIB national sont les services publics, le commerce et la finance.

Sa progression serait de 6,2 % d'ici 2018. Le commerce de gros, l'hôtellerie et la restauration seraient les domaines d'activité les plus dynamiques dans les prochaines années grâce au nombre croissant de touristes.

Selon l'Organisation mondiale du Tourisme, la Malaisie a attiré 25,7 millions de touristes en 2013, qui ont généré 21 milliards d'USD de recettes (respectivement 2,7 % et 4,8 % de plus qu'en 2012).

Le succès de la finance islamique (voir 3.1) contribuerait aussi largement au développement du secteur tertiaire.

VENTILATION DU SECTEUR TERTIAIRE PAR ACTIVITÉ (2013)



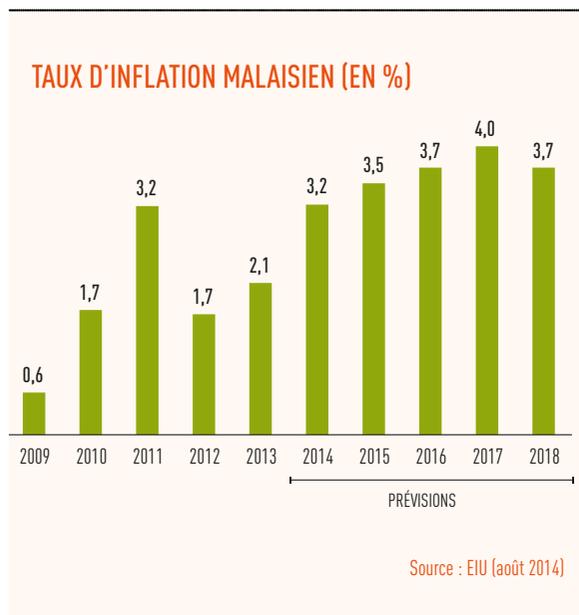
Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

2.2.2 INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT

La politique monétaire est menée par la 'Bank Negara Malaysia' (BNM), banque centrale de Malaisie (www.bnm.gov.my). Sous la gouvernance de Zeti Akhtar Aziz, cette dernière a acquis une réputation de haute qualité.

Nous analyserons deux facteurs-clés relatifs à la politique monétaire malaisienne : l'inflation et le taux d'intérêt.

INFLATION



L'inflation se base communément sur l'indice des prix à la consommation, ce dernier reflétant l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et services que les ménages achètent pour leur consommation propre.

Pour déterminer l'inflation, on considère la progression de cet indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. Cet indicateur et son évolution servent entre autres de références à la banque centrale pour la conduite de sa politique monétaire.

En Malaisie, l'inflation moyenne de 2014 devrait être plus élevée qu'en 2013. La hausse des prix des produits pétroliers, de l'électricité, du sucre et du tabac, intervenue suite aux réductions progressives des subventions accordées par l'état, explique cette tendance, de même que la politique monétaire accommodante. En juin 2014, le rapport de la banque centrale annonce une inflation de 3,3 %. Les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées ont grimpé de 3,5 % en moyenne, poussés par ceux du poisson frais, des fruits de mer et des légumes. Les prix des boissons alcoolisées et du tabac ont grimpé de 11,6 %.

Une augmentation des coûts de production et des tarifs à l'importation, conséquence de la faiblesse du ringgit, devrait maintenir la pression sur les prix. De plus, en avril 2015, le gouvernement mettra en application sa 'Goods and Services Tax' (GST), une taxe sur les biens et services équivalente à la TVA. Le déclin des prix pétroliers annoncé devrait cependant tempérer l'envol des prix.

Par conséquent, l'inflation devrait poursuivre son ascension dans les années à venir, sans toutefois quitter l'intervalle cible fixé par la banque centrale (2 %-4 %). La moyenne attendue est de 3,7 % entre 2015 et 2018.

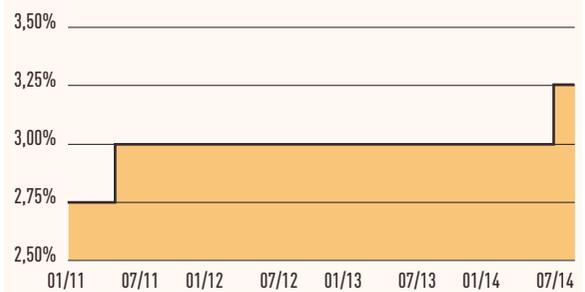
TAUX D'INTÉRÊT

Le taux directeur d'un pays est le taux de base auquel les banques privées empruntent à la banque centrale. Fixé par cette dernière, il influence les taux d'intérêt que les banques facturent à leurs propres clients, pour les emprunts hypothécaires, les crédits professionnels et à la consommation et les produits d'épargne. En Malaisie, l'Overnight Policy Rate (OPR) remplit cette fonction, piloté par la Bank Negara Malaysia.

Après trois ans au niveau de 3 %, l'OPR a été relevé le 10 juillet 2014 de 25 points de base à 3,25 %. La BNM a décidé d'adapter sa politique monétaire accommodante. L'objectif est de combattre l'inflation plus forte que prévu et la croissance de la dette publique, tout en minimisant les risques de déséquilibres économiques et financiers qui pourraient entraver les perspectives de croissance.

Les économistes s'attendent à une prolongation de ce durcissement de la politique monétaire, traduit par un taux de 3,35 % d'ici la fin de l'année, qui pourrait même grimper jusqu'à 3,50 % un an plus tard.

TAUX DIRECTEUR MALAISIE (OPR), EN %

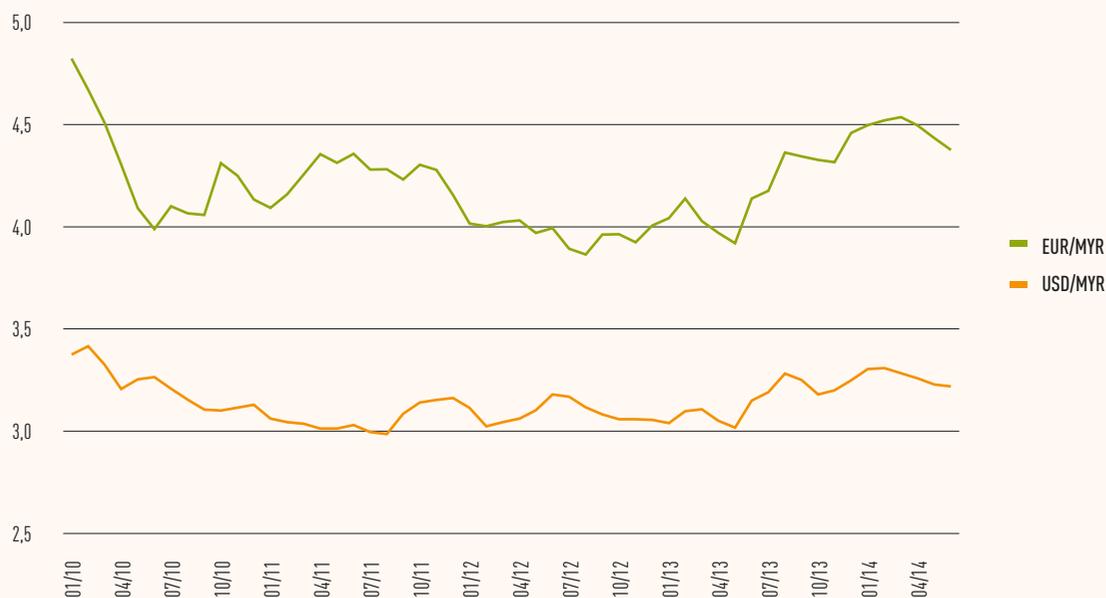


Source : www.tradingeconomics.com / BNM (août 2014)



2.2.3 TAUX DE CHANGE

TAUX DE CHANGE DU RINGGIT MALAIS (MYR) AVEC L'EURO (EUR) ET LE DOLLAR (USD)



Source : www.x-rates.com / EIU (août 2014)

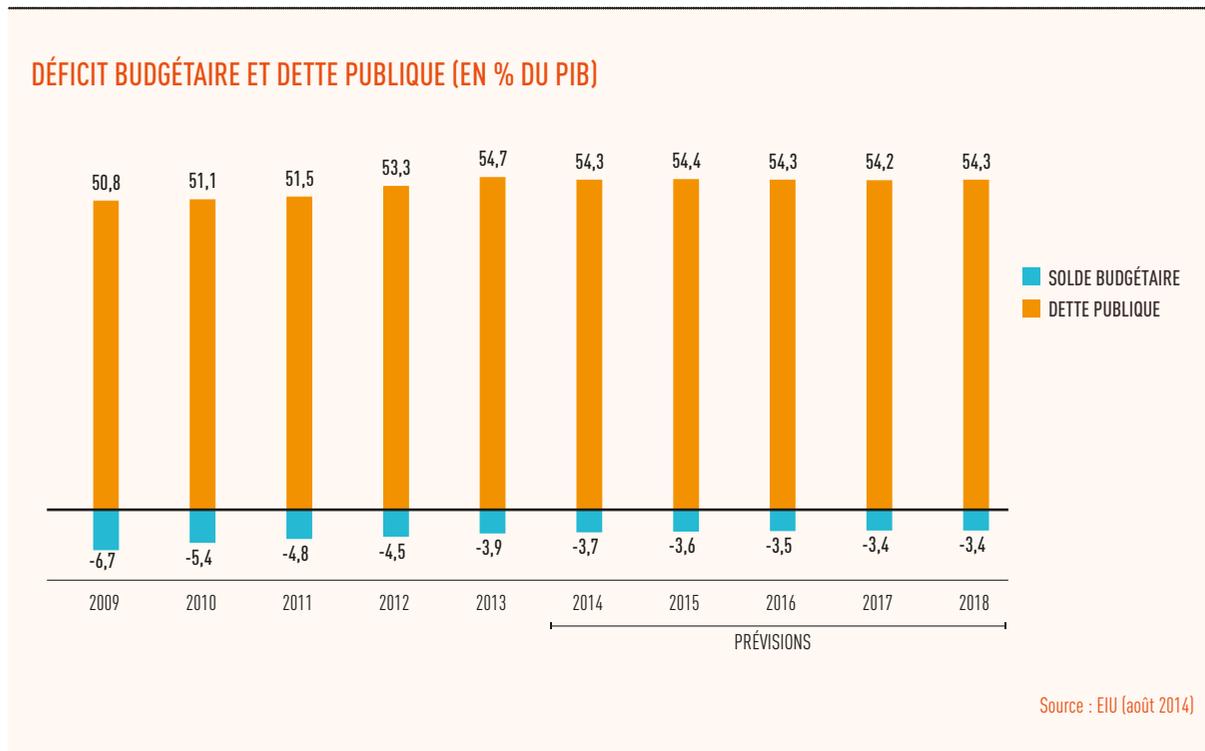
La Malaisie, tout comme ses voisins asiatiques, a bénéficié au début des années 1990 d'un afflux massif de capitaux étrangers. Ceux-ci ont ensuite été retirés, déstabilisant successivement la monnaie, puis l'économie du pays.

Suite à la crise financière asiatique de 1997, le ringgit a été lié au cours du dollar américain, avec un taux de change fixé à 1 MYR pour 0,26 USD. En juillet 2005, cet ancrage a été abandonné au profit d'un flottement administré par la banque centrale malaisienne au moyen d'un panier de devises.

Après une diminution de 2 % par rapport au dollar en 2013, l'EIU s'attend à une nouvelle baisse en 2014. Le taux de change moyen en 2013 s'élevait à 3,15 MYR pour 1 USD et devrait atteindre 3,23 MYR pour 1 USD en 2014. En revanche, la monnaie devrait prendre de la valeur et afficher un taux de 2,80 MYR pour 1 USD en 2018 selon les prévisions.

Face à l'euro, la dépréciation est plus marquée encore, avec une chute de 5 % enregistrée en 2013.

2.2.4 DETTE PUBLIQUE



La persistance du déficit budgétaire confère à la Malaisie une dette publique conséquente. Avec 54,7 % du PIB en 2013, la Malaisie possède un des niveaux d'endettement les plus élevés de la région d'Asie du Sud-Est. Le déficit public a cependant tendance à diminuer. Il n'atteignait plus que 3,9 % en 2013, contre 4,5 % en 2012. Le budget global 2014 prévoit un volume de dépenses d'environ 13,8 milliards d'USD, 1,3 % inférieur à celui consenti en 2013.

L'objectif du gouvernement est de porter le déficit à 3 % du PIB d'ici 2015 et d'obtenir un budget en équilibre en 2020, tout en maintenant la dette publique sous la barre des 55 %. Les prévisions de l'EIU ne s'avèrent toutefois pas si optimistes, même si leurs économistes tablent sur une diminution du solde à financer.

Pour assainir la situation et contenir le déficit budgétaire annuel, les autorités ont annoncé en 2010

une rationalisation progressive des subventions (sucre, essence, gaz, électricité), qui comptent pour une partie significative des dépenses. Le sujet s'est révélé sensible et a plusieurs fois été écarté de la table des négociations.

Les autorités ont cependant relevé le prix du carburant de 10,5 % en septembre 2013, après trois ans de stabilité. La facture électrique a subi le même sort, en augmentant d'environ 15 % depuis le 1^{er} janvier 2014.

Parallèlement à la baisse des subsides, la 'Goods and Services Tax' (GST), équivalente à la TVA, nourrit également les débats depuis plus longtemps encore (2005). Fixée à 6 %, elle sera d'application dès avril 2015, marquant un tournant historique pour le pays. Elle permettra l'élargissement de l'assiette fiscale de l'état et une hausse de ses revenus.

2.3 COMMERCE EXTÉRIEUR

2.3.1 ACCORDS BILATÉRAUX



Kuala Lumpur International Airport, CC BY-SA 3.0

La Malaisie a signé des accords bilatéraux de libre-échange commerciaux avec le Japon, le Pakistan, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Chili et l'Australie. Des négociations sont en cours avec les Etats-Unis, l'UE (voir ci-après), l'AELE (Norvège, Suisse, Liechtenstein et Islande) et la Turquie. Elle est également en phase de consultation avec la Corée, le GCC (Gulf Cooperation Council) et la Syrie.

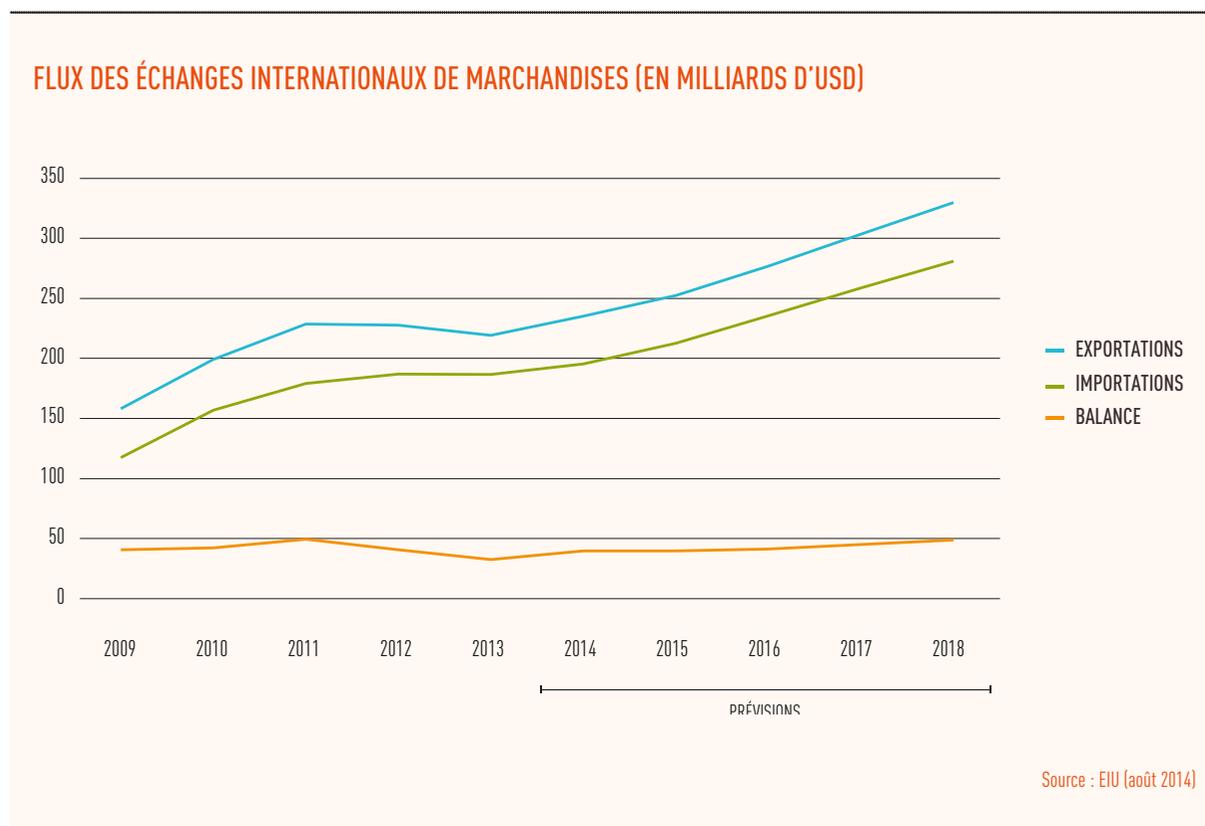
Depuis octobre 2010, la Malaisie participe aux tractations pour le projet d'accord régional **Trans-Pacific Partnership (TPP)** intégrant aujourd'hui 12 pays des zones Asie et Pacifique (Brunei, Chili, Nouvelle-Zélande, Singapour, Australie, Canada,

Etats-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Vietnam et Pérou). Deux autres ont marqué leur intérêt : la Corée du Sud et la Chine. L'objectif du traité est d'imposer une libéralisation des échanges et une uniformité réglementaire dans de nombreux secteurs sensibles comme l'agriculture, l'accès aux marchés publics et les normes environnementales par exemple.

L'**Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)** est une communauté politique, économique et socioculturelle regroupant dix membres. Elle a été fondée en 1967 par cinq pays (dont la Malaisie) dans le contexte de la guerre froide pour faire barrage aux mouvements communistes, stimuler la croissance et assurer la stabilité dans la région. Aujourd'hui, l'organisme a pour but de renforcer la coopération et l'assistance mutuelle entre ses adhérents, d'offrir un espace pour régler les problèmes régionaux et de peser en commun dans les négociations internationales. Le lancement de l'AEC (ASEAN Economic Community) prévu en 2015 devrait accentuer surtout le côté économique et instituer la libre circulation de cinq éléments fondamentaux : les biens, les services, les investissements, les capitaux et le travail.

Les pourparlers avec l'**Union européenne**, entamés en octobre 2010, ont été ralentis en raison de l'agenda électoral chargé du pays en 2013. Bien que les négociations tarifaires soient relativement avancées, des débats persistent sur les marchés publics et les indications d'origine géographique. Le principal intérêt offensif pour la Malaisie, mis à part le secteur automobile, est l'accès à l'UE pour son huile de palme, qui représente 6,4 % de ses exportations en 2013 et une part de marché mondiale de 40 %. Après avoir signé un accord de libre-échange avec Singapour, l'UE ambitionne à terme la conclusion d'un traité régional. L'UE a non seulement ouvert la porte des négociations à la Malaisie, mais également à la Thaïlande et au Vietnam.

2.3.2 BALANCE COMMERCIALE



Les échanges commerciaux de la Malaisie ont augmenté de 4,6 % en 2013. Cette croissance masque une diminution de 20 % du solde de la balance commerciale passant de 40 à 32 milliards d'USD. Ce surplus a tendance à se tasser depuis 2011, les exportations progressant moins rapidement que les importations. La baisse des prix des produits vendus (huile de palme, caoutchouc, gaz...) explique notamment ce constat.

Les économistes prévoient cependant un renforcement des exportations en 2014 et une stagnation de la balance commerciale, qui flirterait avec les 50 milliards d'USD dans les prochaines années.

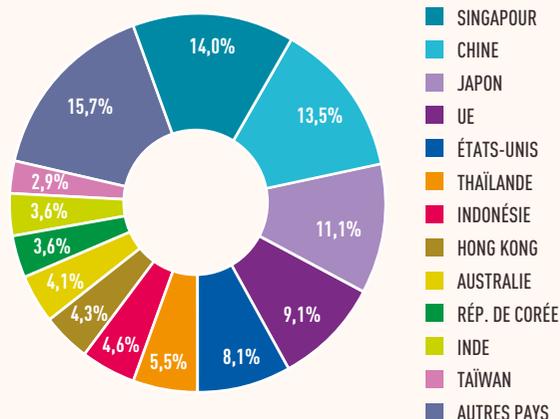
EXPORTATIONS

Près d'un tiers des ventes de la Malaisie concerne du matériel électrique et électronique. Le pays exporte également des hydrocarbures sous diverses formes. L'huile de palme compte pour 6,4 % des exportations du pays.

La clientèle malaisienne est emmenée par Singapour, qui représente 14 % des ventes. La Chine et le Japon complètent le trio, exclusivement asiatique. L'Union européenne (9,1 %), les États-Unis et la Thaïlande suivent. La Belgique est le 6^e client au sein de l'UE, avec 0,3% des exportations totales.

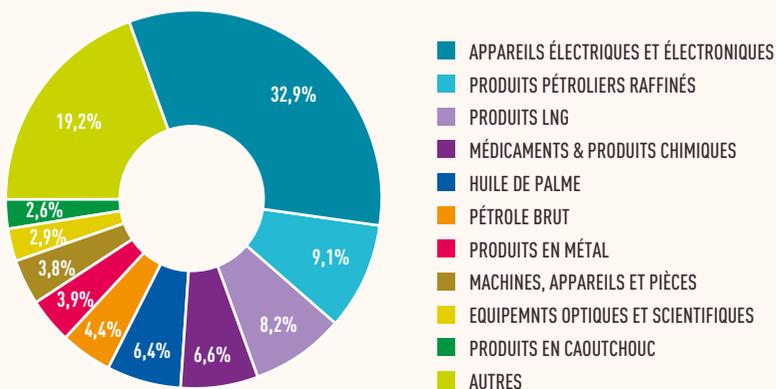
Au cours du premier semestre 2014, les exportations ont progressé de 12,5 % par rapport à la période correspondante en 2013. Les ventes de biens manufacturés ont augmenté de 13,1 %, celles de produits miniers de 16,4 % et celles des denrées agricoles de 3,8 %.

EXPORTATIONS 2013 PAR PAYS



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

EXPORTATIONS 2013 PAR PRODUIT



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

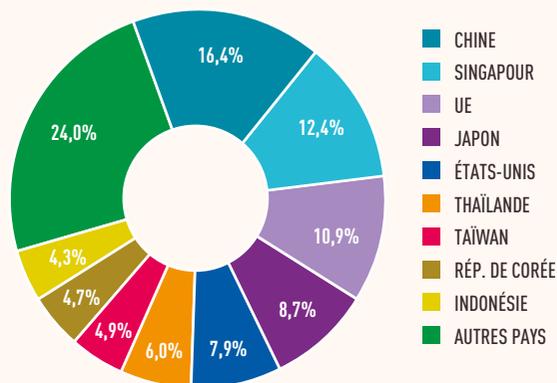
IMPORTATIONS

Les premières marchandises importées par la Malaisie sont les produits électroniques et électriques, soit la même catégorie qui trônait en tête des ventes. Les produits pétroliers raffinés occupent la deuxième place, suivis par les médicaments et produits chimiques.

Au classement des fournisseurs, les six premiers partenaires sont les mêmes que pour les exportations en 2013. La Chine et Singapour sont les deux fournisseurs principaux du pays. L'Union européenne s'octroie la 3^e position (10,9%), devant le Japon, les États-Unis et la Thaïlande. La Belgique représente 0,5% des importations malaisiennes et se classe à la 6^e place parmi les pays issus de l'UE.

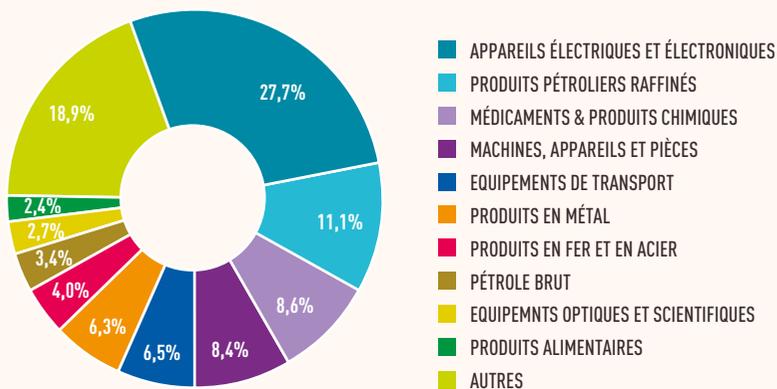
Les importations ont bondi de 7,1% au cours des six premiers mois de 2014. Cette progression a été observée à des degrés divers tant pour les biens intermédiaires (3,6%), que pour les biens de consommation (11,1%) et d'équipements (1,1%).

IMPORTATIONS 2013 PAR PAYS



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

IMPORTATIONS 2013 PAR PRODUIT



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

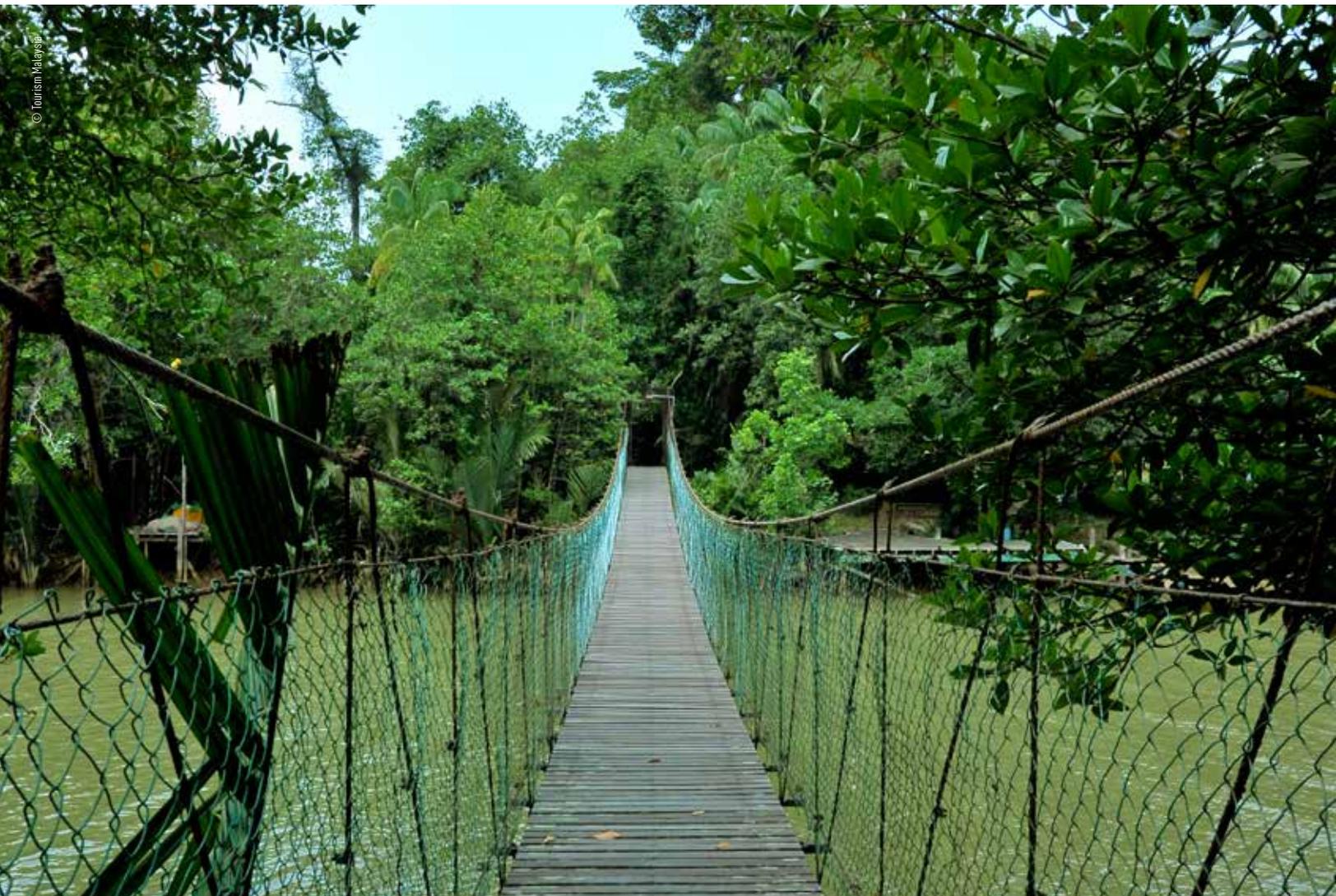
2.3.3 RELATIONS AVEC LA BELGIQUE

La Malaisie était le 50^e client de la Belgique en 2013 et son 46^e fournisseur. Même si son solde s'est considérablement réduit l'an dernier, la balance commerciale est structurellement positive en faveur de la Malaisie, ce qui est également le cas vis-à-vis du reste du monde (voir 2.3.2 Balance commerciale).

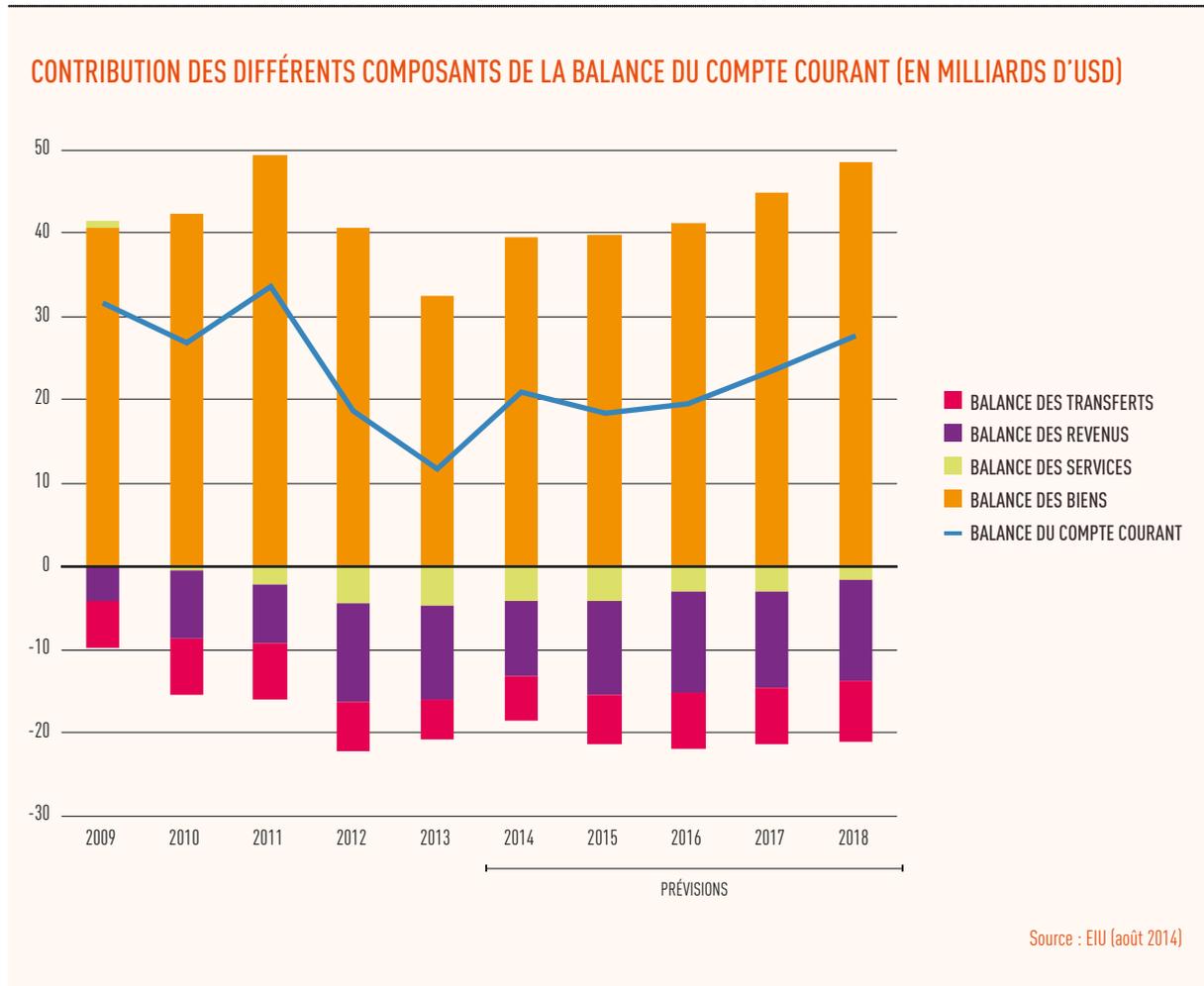
Nos exportations à destination de la Malaisie, emmenées par les produits chimiques (28 %), ont bondi de 26,9 % en 2013, franchissant pour la première fois le cap des 600 millions d'EUR.

Les importations ont augmenté de 12 % et atteignaient une valeur globale de 704 millions d'EUR. Les machines et équipements représentaient 31,4 % de nos achats en Malaisie.

Le commerce extérieur de la Malaisie avec notre pays est analysé dans la note bilatérale 'Les relations commerciales de la Belgique avec la Malaisie' publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.



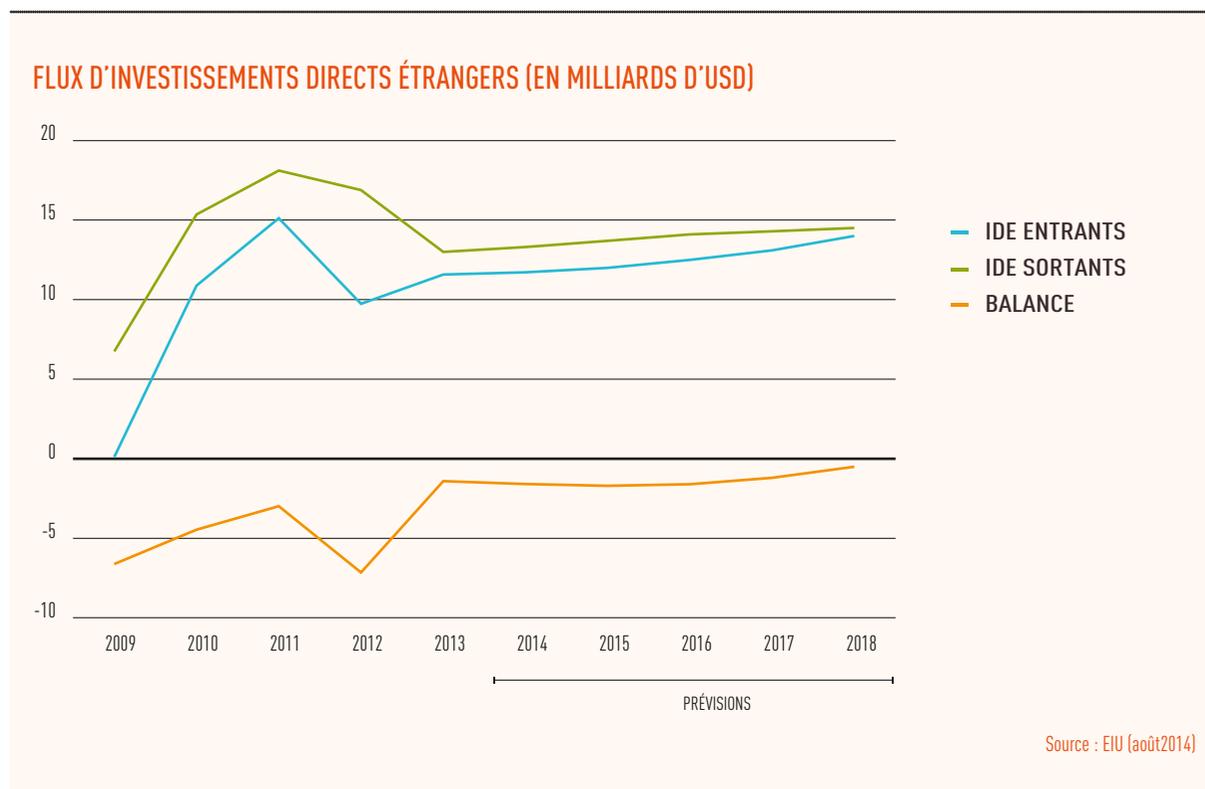
2.3.4 BALANCE DU COMPTE COURANT



La balance du compte courant se définit comme le solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus.

Elle est historiquement positive. Les déficits enregistrés par les balances des services, des revenus et des transferts sont compensés par l'excédent structurel de la balance commerciale des biens. Même s'il s'est réduit entre 2011 et 2013, l'EIU prévoit une nouvelle augmentation en 2014 avec un surplus équivalant à 6,3 % du PIB. Le solde du compte courant devrait valoir en moyenne 4,6 % du PIB entre 2015 et 2018.

2.4 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS



On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées en deux groupes : d'une part, les investissements dits 'greenfield' qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Après l'effondrement en 2009 conforme à la tendance mondiale pendant la crise, les IDE ont rebondi en 2010 de manière impressionnante. 2012 les a vus diminuer à nouveau. En dépit de l'instabilité de l'économie mondiale, la Malaisie a atteint en 2013 une hausse de 22 % en termes de flux nets, alors que la croissance moyenne n'était que de 9 %. Les prévisions de l'EIU indiquent une

progression des IDE, sortants comme entrants, dans les prochaines années.

La balance des IDE en Malaisie demeure légèrement négative, confirmant une tendance observée depuis 2006. La politique d'encouragement à l'internationalisation des entreprises a remporté un franc succès et a boosté les investissements étrangers sortants. A noter cependant que le stock d'IDE en Malaisie reste supérieur à celui des IDE malaisiens à l'étranger (144 contre 133 milliards d'USD pour 2013).

Grâce aux différents programmes lancés par les autorités, le pays jouit d'un environnement favorable aux investissements. Les réformes de l'Economic Transformation Programme contribuent notamment à cette réussite (voir 2.1).

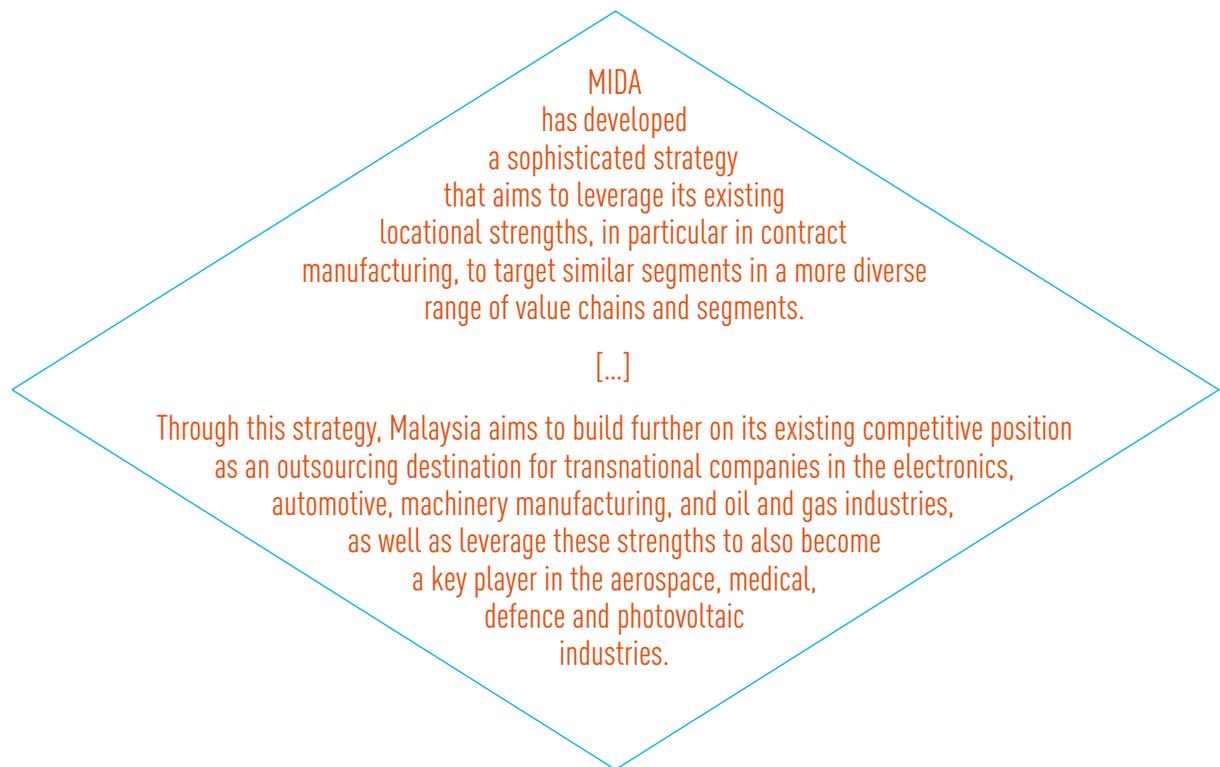
La Malaisie apporte un soutien particulier aux mesures destinées à attirer les investissements étrangers. Parmi celles-ci, nous pouvons citer le renforcement de la Malaysian Investment Development Authority (MIDA), qui devient un guichet unique de plus en plus performant (www.mida.gov.my), mais également la modernisation du centre régional pour l'arbitrage commercial international (www.intracen.org/Kuala-Lumpur-Regional-Centre-for-Arbitration) basé à Kuala Lumpur.

D'après le 'World Investment Report 2014' de la CNUCED, la Malaisie est le 7^e récipiendaire des flux d'IDE dirigés vers à l'Asie. Elle se classe surtout à la 13^e place du 'Top Prospective Host Economy' pour la période 2013-2015. Le rapport souligne les efforts consentis par la Malaisie pour attirer les investisseurs.

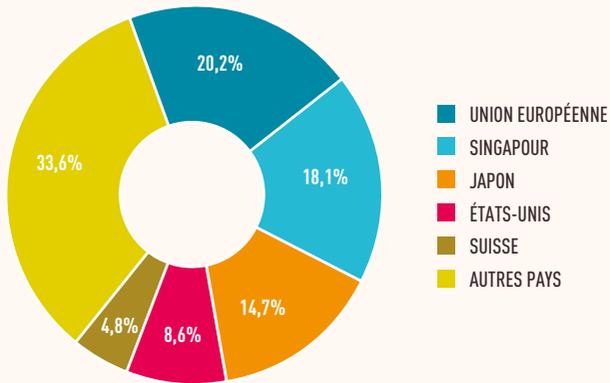
Dans son bilan annuel 'Malaysia International Investment Position', le Département des statistiques détaille la répartition des IDE dirigés vers la Malaisie en 2013, par pays et par secteur.

L'industrie manufacturière réceptionne près de la moitié des IDE (45,6 %). Elle entre cependant dans une phase de restructuration. Les investisseurs marquent en effet davantage leur intérêt pour des activités de recherche et développement, à haute valeur ajoutée et recourant à des technologies de pointe. L'industrie manufacturière est suivie par le secteur financier et des assurances (21,3 %) et par celui des mines (7,9 %).

L'Union européenne est le premier investisseur en Malaisie, représentant 20,2% des IDE. Suivent Singapour (18,1 %), le Japon (14,7 %) et les Etats-Unis (8,6 %).

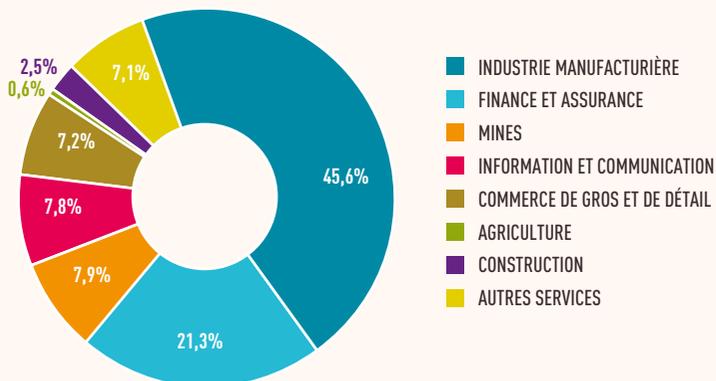


RÉPARTITION DES IDE PAR PAYS INVESTISSEUR (2013)



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)

RÉPARTITION DES IDE ENTRANTS PAR SECTEUR (2013)



Source : Département des statistiques de Malaisie (2014)



©Kuala Lumpur International Airport

This trend will gain momentum going forward, given the continued government support to create a conducive environment for businesses in Malaysia.

Datuk Seri Mustapa Mohamed
Ministre du Commerce International
et de l'Industrie
(février 2014)

2.5 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.5.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO



APPRÉCIATION DU RISQUE

Opérations d'exportation

Risque politique (1 à 7)

Court terme



Moyen/long terme



Affaires spéciales



Risque commercial (A à C)



Investissements directs (1 à 7)

Risques de guerre



Risques d'expropriation et de fait du prince



Risques de transfert



Source : www.credendogroup.com

Delcredere|DuCroire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques

au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour la Malaisie s'avèrent très bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent en Malaisie sont faibles. Ils sont de classe 1 à court terme, de classe 2 à moyen et long terme. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de 'fait du prince'.

Le risque commercial se situe en classe A, soit le risque faible. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en 'open account', c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 2.250 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 2.250 millions d'EUR également pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. La Malaisie obtient ici une excellente cotation de 2 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. La Malaisie reçoit une très bonne note de 2 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Avec 2 sur 7 à nouveau, la Malaisie se classe dans la catégorie des risques faibles.

De plus amples informations sont disponibles sur www.credendogroup.com.

2.5.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE



De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne repreneons ici qu'une sélection des plus connues.

- ◆ Selon le **Global Competitiveness Report** 2013-2014 du Forum économique mondial, la Malaisie occupe le 24^e rang sur 148 pays classés en fonction de leur compétitivité. Elle se retrouve en outre dans le top 50 pour chacun des 12 critères utilisés dans le rapport. Ce dernier précise que ' la Malaisie fait figure d'exception, dans une zone affligée par la bureaucratie et la corruption '.
- ◆ Le **Global Enabling Trade Report** 2014 du Forum économique mondial analyse les forces et les faiblesses de 138 états dans ce qu'ils sont en mesure d'offrir aux acteurs économiques pour leur commerce international. Avec sa 25^e position, la Malaisie est le 2^e pays de l'ASEAN derrière Singapour, qui trône en tête du classement pour la 4^e fois consécutive. Le rapport souligne la qualité des infrastructures de transport en Malaisie ainsi que les efforts de simplification administrative. Il ajoute que le coût à l'exportation d'un container depuis la Malaisie est le plus bas au monde.
- ◆ Dans le classement **Ease of Doing Business** 2014 de la Banque mondiale, les pays sont évalués en fonction de la facilité d'y faire des affaires. Un classement élevé signale un environnement réglementaire propice aux opérations commerciales. La Malaisie obtient la 6^e place sur 189 nations prises en compte, soit deux rangs de mieux qu'en 2013. Elle a récemment appliqué quelques réformes qui ont contribué à cet excellent résultat : elle a réduit les frais d'enregistrement à payer lors de la création d'une nouvelle société, a simplifié l'octroi du permis de bâtir et l'accès à l'électricité et a également introduit un salaire minimum.
- ◆ Les **agences de notation** attribuent à la Malaisie les notes de :
 - A- (perspective stable) pour Standard & Poor's,
 - A3 (perspective positive) pour Moody's et
 - A- (perspective négative) pour Fitch.



3

ANALYSE SECTORIELLE

3.1	FINANCE ISLAMIQUE	40
3.2	CLEANTECH	44
3.3	CONSTRUCTION	51
3.4	SANTÉ	60



3.1 FINANCE ISLAMIQUE

SOUS L'ÉGIDE DE LA CHARIA

La finance islamique couvre l'ensemble des transactions et des produits financiers conformes aux principes de la charia, la loi canonique islamique. Celle-ci ne s'oppose pas à la rémunération de l'argent prêté, mais au caractère fixe et prédéterminé du taux d'intérêt. Basée sur le partage des pertes et profits, elle considère que le gain doit seulement dépendre de la rentabilité de l'actif financé.

Les produits financiers islamiques s'adressent initialement à une clientèle musulmane. Ils répondent à certaines valeurs morales et trouvent leur place dans la famille des produits éthiques et socialement responsables. Selon l'ADEFI (Association pour le Développement de la Finance Islamique), *'ils pourraient en se généralisant représenter une alternative supplémentaire aux produits classiques et intéresser une clientèle plus large.'*

LES CINQ PILIERS DE LA FINANCE ISLAMIQUE

I. INTERDICTION DE L'INTÉRÊT

L'intérêt fixe, payé ou reçu, provenant du simple écoulement du temps est interdit. Le profit lié à un investissement résulte uniquement de la prise de risque de l'investisseur qui n'est pas assuré de revenus fixes et réguliers. La finance islamique considère comme unique fondement de la rémunération de l'argent placé, la rentabilité de l'actif financé et rejette le concept de rémunérer de façon fixe et déconnectée de la rentabilité de l'actif financé.

II. INTERDICTION DU HASARD ET DE LA SPÉCULATION

Un contrat doit porter sur des éléments certains et non aléatoires. Tout « pari » sur l'avenir est proscrit. La vente à découvert et les produits dérivés sont donc exclus.

III. INTERDICTION DE SECTEURS ILLICITES

Sont interdits les placements dans les secteurs d'activité ne correspondant pas à l'éthique musulmane : armement, alcool, jeu de hasard, pornographie...

IV. PARTAGE DES PERTES ET DES PROFITS

La finance islamique incite toutes les parties à une transaction à partager le risque et le bénéfice ou la perte. La morale islamique prône donc le partage équitable des pertes et des bénéfices entre les différents acteurs d'une opération. Les instruments financiers islamiques sont des contrats entre les fournisseurs et les utilisateurs de fonds qui se partagent le risque

V. ADOSSEMENT À UN ACTIF TANGIBLE

La finance islamique exige que les transactions financières se fondent sur une activité économique réelle. Tout financement doit avoir pour sous-jacent un actif réel et identifiable.

Source : ADEFI

UN SECTEUR TRENTENAIRE

La finance islamique est apparue en Malaisie en 1983, suite au vote de l'Islamic Banking Act par le gouvernement, autorisant l'instauration de banques islamiques. La période de 1983 à 1993 a été une phase d'expérimentation. Elle a connu la création d'une enseigne unique, la Bank Islam Malaysia Berhad, soumise à une échéance de dix ans pour s'implanter dans le paysage bancaire local.

Les résultats probants ont accéléré le développement du secteur en Malaisie. Le gouvernement a instauré en 1993 l'IBS (Interest-free Banking Scheme), à l'origine de guichets islamiques dans les banques conventionnelles. La libéralisation du secteur s'est mise en route et les premières licences ont été accordées à des banques islamiques étrangères originaires des pays du Golfe.

Fin 2012, la Malaisie comptait 16 banques islamiques et 10 banques conventionnelles disposant d'une 'fenêtre' islamique.

Le développement du réseau a néanmoins rencontré quelques difficultés propres à la finance islamique : le risque de liquidité, en l'absence de prêteur en dernier ressort, ainsi que le risque de crédit, tributaire de l'interdiction d'exiger le remboursement des crédits.

La Malaisie a su faire face à ces obstacles grâce à une interprétation de la charia plus souple que celle qui prévaut au Moyen-Orient et qui lui a conféré une plus grande créativité dans la mise en place d'instruments financiers.

En 1994, la Bank Negara Malaysia (BNM) a également instauré l'IIMM (Islamic Interbank Money Market) qui permet aux banques islamiques d'investir grâce à un outil financier particulier, le 'mudharabah interbank investment', qui partage les profits réalisés.

Le gouvernement a ensuite lancé le GII (Government Investment Issue), contrat de financement de l'état sans rémunération fixe, qui a évolué ultérieurement pour devenir négociable sur le marché secondaire, réduisant ainsi le risque de liquidité.

La BNM a créé en 1997, le SAC (Shariah Advisory Council), qui veille à la conformité des instruments financiers aux principes de la sharia.

En 1999, le BNM se voit également confier le rôle de prêteur en dernier ressort, grâce à l'introduction des BNNN (Bank Negara Negotiable Notes), contrats de financement à long terme, puis des ITB (Islamic Treasury Bills) en 2004, premiers bons du trésor islamique. Le développement d'un marché interbancaire minimise les risques de la finance islamique grâce à la régulation assurée par la banque centrale nationale.

De nombreux textes encadrent les activités, comme l'Islamic Financial Services Act (IFSA), entré en vigueur le 30 juin 2013.

LE SUCCÈS DES SUKUKS

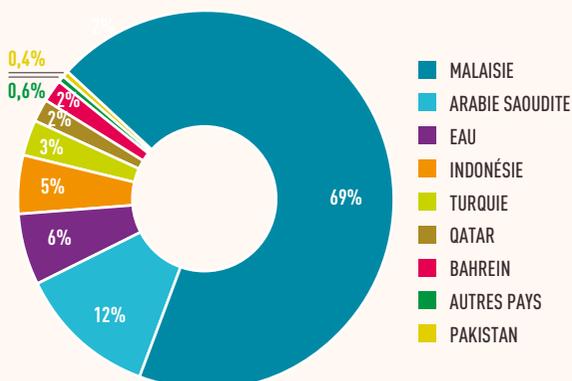
La Malaisie est aujourd'hui le leader mondial du marché du sukuk, un produit obligataire. Le sukuk est à la finance islamique ce qu'est l'asset-backed security (ABS) à la finance conventionnelle. Il a une échéance préétablie et est adossé à un actif réel qui peut rémunérer le placement tout en contournant le principe de l'intérêt. Ses détenteurs courent un risque de crédit et perçoivent une part de profit, mais non un intérêt fixe comme pour un ABS.

Les sukuk représentent un tiers de l'ensemble du marché des obligations en Malaisie. Depuis 2002, l'état malaisien en émet régulièrement en dollars. La Malaisie est à l'origine de non moins de 69 % des émissions mondiales de sukuk, qui se sont élevées à 120 milliards d'USD en 2013.

Le total des sukuk en cours atteignait fin de l'année 2013 un montant de 269 milliards d'USD, soit une progression annuelle de 17,5 %. La Malaisie en possédait 59 %, soit 158,3 milliards. C'est le seul marché dépassant les 100 milliards d'USD.

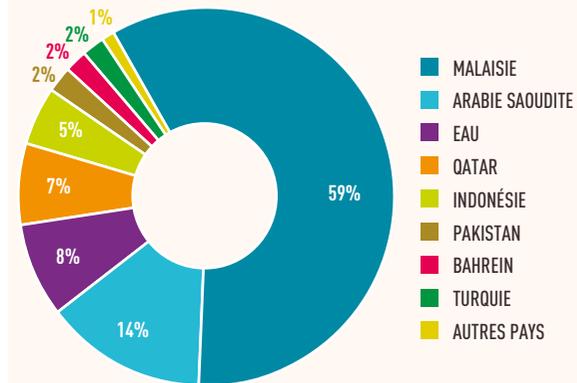
La Bourse de Kuala Lumpur est la première dans ce domaine, avec 19 sukuk cotés pour une valeur de 32,3 milliards d'USD (août 2013).

EMISSIONS DE SUKUKS PAR PAYS EN 2013



Source : MIFC / Bloomberg, IFIS, Zawya, KFH Research Limited (janvier 2014)

ENCOURS GLOBAL DES SUKUKS PAR PAYS (2013)



Source : MIFC / Bloomberg, IFIS, Zawya, KFH Research Limited (janvier 2014)

'BECOMING THE INDISPUTABLE GLOBAL HUB FOR ISLAMIC FINANCE'

Comme démontré plus haut, la Malaisie s'est dotée d'un environnement favorable au développement de la finance islamique. Un des projets prioritaires (EPP) de l'Economic Transformation Programme ambitionne de faire du pays un hub mondial ('becoming the Indisputable Global Hub for Islamic Finance'). Un de ses objectifs spécifiques est de faire grimper la part de la finance islamique à 40 % en Malaisie d'ici 2020. Les autorités devront s'atteler à deux chantiers majeurs :

- ♦ accélérer le travail de codification et de standardisation des exigences de la charia, afin de pouvoir lancer des produits et services innovants et
- ♦ devenir un centre d'excellence pour la recherche, le développement et la formation dédiés à la finance islamique.



La capitale du pays héberge déjà deux organismes internationaux liés à la finance islamique :

- ◆ l'IILM (International Liquidity Management Corporation) et
- ◆ l'IFSB (Islamic Financial Services Board).

Le pays compte également un bon nombre d'institutions pour le développement des ressources humaines dans le domaine, dotées d'un réseau international d'envergure :

- ◆ l'INCEIF (International Centre for Education in Islamic Finance)
- ◆ l'IBFIM (International Banking and Finance Institute of Malaysia)
- ◆ l'ICLIF/FIDE (international Centre for Leadership In Finance/Financial Institutions Directors'Education Program)
- ◆ l'ISRA (International Shariah Research Academy for Islamic Finance).

Les autorités malaisiennes ont également créé le MIFC (Malaysia International Islamic Financial Centre), institut de promotion de la finance islamique.

Le 'World Islamic Banking Competitiveness Report 2013-2014' d'Ernst & Young évalue les actifs bancaires de finance islamique à 1.540 milliards d'USD en 2012. Ce montant représente une progression globale de 16 % en cinq ans.

La Malaisie possède 8 % de ces actifs, soit 120 milliards. Elle est le deuxième détenteur le plus important derrière des Emirats Arabes Unis. Avec le Qatar, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis et la Turquie, elle fait partie du groupe des six marchés islamiques montrant la croissance la plus marquée en termes d'actifs financiers. La progression annuelle moyenne depuis 2008 s'élève à 20 % ; elle est 2,1 fois plus rapide que celle des actifs financiers conventionnels. Le cabinet prévoit une évolution semblable dans les prochaines années et estime le montant 2018 à 390 milliards d'USD.

La Malaisie doit continuer d'améliorer sa maîtrise du risque crédit, afin de pouvoir rivaliser avec le secteur bancaire traditionnel, son premier concurrent. Après avoir séduit une clientèle musulmane sensible aux règles de la charia, la finance islamique attire aujourd'hui un public plus large, pour qui le caractère islamique n'est pas le seul critère de choix.

3.2 CLEANTECH

3.2.1 APERÇU GÉNÉRAL

La Malaisie se classe 51^e sur les 178 pays étudiés dans le '2014 Environmental Performance Index'¹. Son secteur des technologies propres (cleantech) peut se subdiviser en deux domaines principaux :

- ◆ le segment traditionnel de l'environnement et de l'eau, qui a trait à la pollution de l'air et à la gestion des déchets ainsi qu'à la gestion et à l'approvisionnement en eau
- ◆ les segments émergents relatifs aux énergies renouvelables, aux bâtiments et aux transports écologiques ainsi qu'à l'efficacité énergétique.

Selon une étude menée conjointement par l'USAID², l'APEC³ et l'Economic Census 2011 publiée par le Département des statistiques de Malaisie, le secteur cleantech a généré 11,61 milliards de MYR (2,63 milliards d'EUR) de chiffre d'affaires en 2010, soit 2,1 % du PIB.

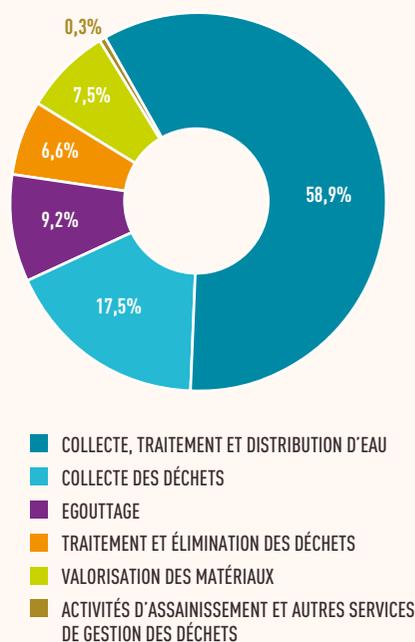
SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU

Fin 2010, la valeur de la production brute attribuable au secteur de l'environnement et de l'eau atteignait 7,85 milliards de MYR (1,78 milliard d'EUR), soit 1,38 % du PIB malaisien.

La collecte, le traitement et la distribution d'eau représentent 58,9 % du secteur, tandis que la collecte de déchets et l'égouttage complètent le podium avec respectivement 17,5 % et 9,2 %.

Le traitement et l'élimination des déchets, la valorisation des matériaux et les activités d'assainissement et autres services de gestion des déchets s'accaparent les 14,4 % restants. Le secteur emploie 29.710 personnes.

RÉPARTITION DE LA VALEUR BRUTE PAR SOUS-SECTEUR



Source : Département des statistiques de Malaisie, 'Economic census 2011 : Water supply, Sewerage, Waste Management and Remediation'

1 Source : <http://epi.yale.edu/epi/country-profile/malaysia>

2 U.S. Agency for International Development

3 Asia-Pacific Economic Cooperation ou Coopération économique pour l'Asie-Pacifique

Les activités de consultance et d'ingénierie environnementales ont évolué rapidement au cours de la dernière décennie. Elles représentent un marché estimé à 300 à 400 millions de MYR (68 à 90,7 millions d'EUR), comprenant 300 entreprises environ.

ÉNERGIES RENOUVELABLES, BÂTIMENTS ET TRANSPORTS ÉCOLOGIQUES, EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

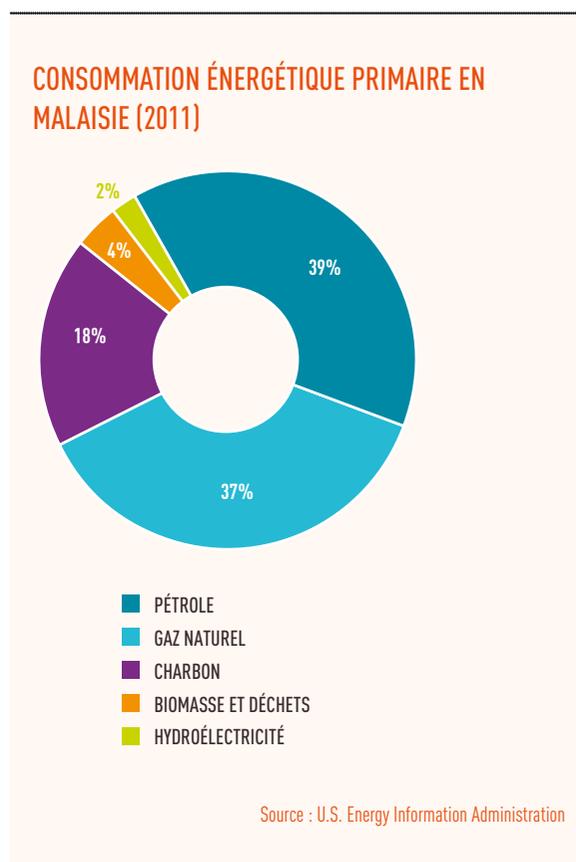
Avec 3,76 milliards de MYR (854,29 millions d'EUR) de chiffre d'affaires, les énergies renouvelables, les bâtiments écologiques et l'efficacité énergétique contribuaient à 0,72 % du PIB malaisien fin 2010.

En 2011, 4,7 % de la consommation énergétique recourait au biogaz, à la biomasse et aux déchets⁴, ces deux derniers vecteurs représentant 4 % du total⁵.

On estime que d'ici 2020, les énergies renouvelables auront généré au moins 70 milliards de MYR (15,88 milliards d'EUR) de revenus au secteur privé, représentant une manne fiscale d'au moins 1,76 milliard de MYR (399,14 millions d'EUR) pour le gouvernement ainsi que plus de 50.000 emplois pour la construction, l'exploitation et la maintenance des centrales d'énergies renouvelables⁶.

A l'initiative du Ministère de l'Énergie, des Technologies vertes et de l'Eau, le Green Township Guideline a été lancé en 2009 pour le développement de Putrajaya et Cyberjaya comme villes vertes, servant de vitrines pour d'autres agglomérations du pays. Le projet comprend des programmes de réductions d'émissions de gaz à effet de serre ainsi que d'économie d'énergie et d'eau dans les bâtiments publics.

Une feuille de route sur l'utilisation des véhicules électriques a été établie, débutant par des actions telles que le 'Fleet Test' mené à Putrajaya par PROTON, un constructeur automobile malaisien.



⁴ Source : World Bank, 'Combustible renewables and waste (% of total energy)'

⁵ Source : U.S. Energy Information Administration, Country Analysis, Malaysia, 2013

⁶ Source : The German Chamber Network, 'Market Watch 2012-The Environmental Sector'

3.2.2 POSITION DU GOUVERNEMENT

CADRE INSTITUTIONNEL

Département de l'environnement

Il a été créé en 1975 et est en charge de l'application de l'Environment Quality Act.

Ministère de l'Énergie, des Technologies vertes et de l'Eau

Il a été établi en avril 2009 lors du remaniement ministériel dans le but de développer le secteur malaisien des technologies vertes.

Sustainable Energy Development Authority

Son rôle premier est de superviser le système Feed in Tariff (FiT)⁷ qui garantit un prix d'achat plus élevé à long terme pour l'électricité générée au moyen de sources renouvelables.

National Green Technology Council

C'est un forum de coordination de haut niveau présidé par le Premier Ministre et rassemblant des ministres et organismes gouvernementaux ainsi que des acteurs issus du secteur privé. Il est subdivisé en différents comités de travail qui s'adonnent à des tâches spécifiques autour de la promotion et du développement de technologies vertes.

INITIATIVES DU GOUVERNEMENT

Politique

Enoncé de politique/Policy statement : 'Green technology shall be a driver to accelerate the national economy and promote sustainable development.'

Quatre secteurs clés ont été identifiés par le gouvernement malaisien :

♦ L'énergie :

Utilisation des technologies vertes :

- dans la production électrique et dans la gestion de l'offre énergétique par les secteurs industriel et commercial
- dans tous les secteurs consommateurs d'énergie et dans les programmes de gestion de la demande.

♦ Le bâtiment :

Adoption des technologies vertes dans la construction, la gestion, la maintenance et la démolition des bâtiments.

♦ La gestion de l'eau et des déchets :

Adoption des technologies vertes dans la gestion et l'utilisation des ressources en eau, le traitement des eaux usées, les déchets solides et les décharges publiques.

♦ Les transports :

Intégration des technologies vertes dans les infrastructures de transports et dans les véhicules, en particulier les biocarburants et le transport public routier.

La 'National Green Technology Policy' lancée par le Premier Ministre en 2009 comprend cinq mesures :

- renforcer le cadre institutionnel
- fournir un environnement propice au développement des technologies vertes
- intensifier le développement du capital humain dans les technologies vertes
- intensifier la recherche et l'innovation dans les technologies vertes
- promouvoir et sensibiliser le public.

⁷ Ce système permet aux détenteurs de systèmes solaires domestiques de revendre de l'électricité au Tenaga Nasional Berhad (TNB) à un prix plus élevé. Cela fournit un revenu mensuel supplémentaire à l'utilisateur et confère au système solaire en Malaisie un excellent rendement.

Objectif

Au cours de la conférence sur le changement climatique à Copenhague en 2009, le Premier Ministre malaisien a annoncé son ambition de réduire les émissions de carbone de 40 % (en termes d'intensité de PIB) d'ici 2020, par rapport aux niveaux de 2005.

Plus spécifiquement, pour le secteur des énergies renouvelables, le gouvernement a entériné le 'Renewable Energy Policy and Action Plan' en avril 2010, suivi par le 'Renewable Energy Act' et le 'Sustainable Energy Development Authority Act', approuvés par le parlement en 2011.

Comme défini à travers ces mesures, la Malaisie envisage une croissance de la capacité renouvelable (ne comprenant pas celle des grandes installations hydroélectriques) de 219 MW en 2011 à 985 MW d'ici 2015. Cet objectif représente 5,5 % de la capacité électrique, contre 1 % en 2012. Ce montant grimperait à 2.080 MW d'ici 2020 et à 3.000 MW d'ici 2030.

CAPACITÉ DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE ÉLECTRIQUE



Le gouvernement veut également augmenter les quotas de recyclage de 5 % en 2011 à 40 % en 2020, suite à l'entrée en vigueur du Solid Waste and Public Cleaning Act 2007 et à la privatisation de la gestion des déchets finalisée en 2011. La procédure était accompagnée de nombreuses initiatives de libéralisation. A titre d'exemple, une participation étrangère à 100 % dans les fonds propres pour les services d'incinération est autorisée depuis 2012, alors qu'elle est plafonnée à 51 % pour les autres secteurs comme le traitement des eaux usées et l'évacuation des déchets.

Incitants fiscaux et investissement

Selon le Ministère de l'Énergie, des Technologies vertes et de l'Eau, le gouvernement malaisien offre des incitants fiscaux attractifs pour encourager la génération d'énergie renouvelable et l'adoption d'initiatives d'efficacité énergétique parmi les producteurs et les utilisateurs du pays. Quatre mesures majeures y concourent, sous forme d'incitants fiscaux pour :

- les activités de génération énergétique recourant à des ressources renouvelables
- les entreprises fournissant des services d'économie d'énergie
- les entreprises investissant pour rationaliser leur propre consommation d'énergie
- les bâtiments obtenant un certificat vert.

Par exemple, pour le secteur des transports écologiques, des incitants comme la réduction de la taxe de circulation, des taxes d'importation (exemption à 100 % pour les franchisés de véhicules hybrides) de même que la taxe sur les ventes de kits et de composants nécessaires ont été adoptés dans le but d'accroître le nombre de véhicules roulant au gaz et hybrides.

Le Green Technology Financing Scheme (GTFS) 2011-2015, lancé par le Premier Ministre a concentré ses efforts sur l'amélioration de l'offre et de l'utilisation des technologies propres. Le plan pourrait profiter aux entreprises qui produisent des technologies vertes pour un montant inférieur à 50 millions de MYR (11,34 millions d'EUR) et aux utilisateurs pour un montant n'excédant pas 10 millions de MYR (2,27 millions d'EUR).

En signe d'engagement, le gouvernement supportera 2 % du taux d'intérêt et fournira une garantie de 60 % sur le montant de financement via le Credit Guarantee Corporation Malaysia Berhad (CGC). Les 40 % restants du risque de financement seront pris en charge par les institutions financières participantes (participating financial institutions ou PFIs). Le plan devrait générer des bénéfices pour plus de 140 entre-

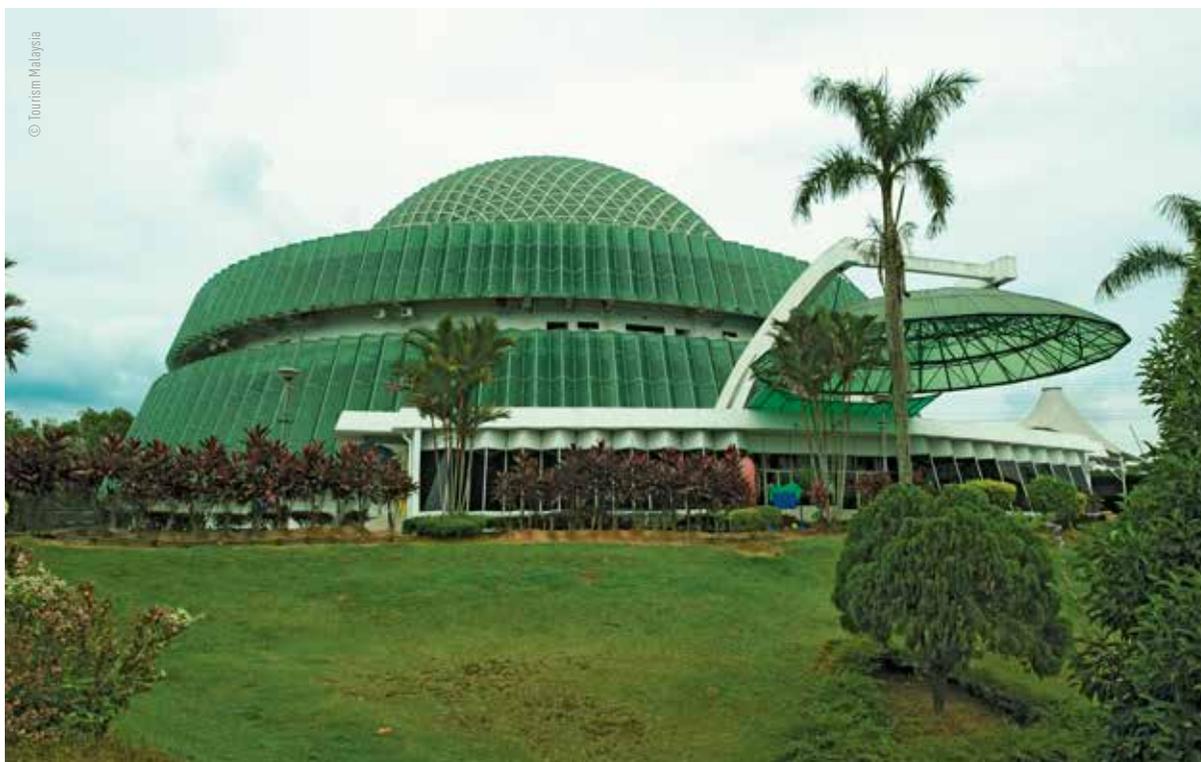
prises pour lesquelles la mesure est applicable depuis le 1^{er} janvier 2010.

D'ici fin avril 2014, 308 projets d'entreprises allant de l'énergie propre, à la gestion de l'eau et des déchets, jusqu'aux bâtiments et véhicules écologiques ont été certifiés par le GTFS, avec une valeur approuvée de 1,89 milliard de MYR (423,39 millions d'EUR).⁸

Ainsi, pour contrer le manque d'eau dans la région de Kuala Lumpur, le gouvernement investit dans des programmes de soutien à la préservation des ressources en eau, la récupération d'eau de pluie et l'exploitation des eaux souterraines. En 2012, le gouvernement a prévu

de consacrer 50 millions de MYR (11,34 millions d'EUR) à l'extension du programme relatif à l'eau de pluie à Sabah⁹ et 400 millions de MYR (90,75 millions d'EUR) à l'amélioration des infrastructures de distribution d'eau dans certaines zones exploitées par Felda.¹⁰

En plus du Renewable Energy Act approuvé au cours du 10^e plan quinquennal, la Malaisie a introduit un tarif de subventionnement pour les projets dédiés au solaire, à la biomasse, au biogaz et au mini-hydro. Il a été instauré en décembre 2011 avec l'objectif d'assurer à long terme l'offre d'énergie propre en garantissant que l'électricité produite par des vecteurs renouvelables puisse être vendue et rentable.



⁸ Source : Ministère de l'Énergie, des Technologies vertes et de l'Eau

⁹ Etat le plus à l'est de la Malaisie

¹⁰ Plus importante compagnie et exploitation agricole malaisienne

¹¹ ALAM Flora Sdn Bhd est la plus grande entreprise de gestion des déchets solides en Malaisie opérant dans les régions centrale et orientale de la péninsule malaisienne

3.2.3 PRINCIPAUX ACTEURS INDUSTRIELS

Les principaux acteurs du secteur de l'environnement sont les suivants :

Activité	Principales entreprises
Consultance environnementale	- ERM (U.S.), CH2M Hill (U.S.), ENVIRON(U.S.) - ERE, Green Edge Consult, Enviro Asia Sdn Bhd, Environmental Science Sdn. Bhd., Alam Sekitar Malaysia Sdn Bhd, Europasia Engineering Services Sdn Bhd (Malaysia)
Ingénierie environnementale	- SMHB Sdn Bhd, HSS Integrated Sdn Bhd, Ranhill Bersekutu, Miconsult, SP Multitech Sdn Bhd (Malaysia)
Equipement de contrôle de la pollution de l'air	- ALSTOM Asia Pacific Sdn Bhd (France), Mitsubishi Heavy Industries (Japan) - Lurgi Sdn Bhd, Hitachi Asia Sdn Bhd (Malaysia)
Gestion des déchets solides	- ALAM Flora Sdn Bhd ¹¹ , SWM Environment Sdn Bhd ¹² (Malaysia)
Gestion des déchets dangereux	- Kualiti Alam Sdn Bhd, Trinekens Sdn Bhd, Meridian World Sdn Bhd (Malaysia)
Gestion des déchets médicaux	- Faber Medi-Serve Sdn Bhd ¹³ , Radicare Sdn Bhd ¹⁴ , Pantai Medinvest Sdn Bhd ¹⁵ (Malaysia)
Gestion des déchets chimiques	- Chemquest Group (Malaysia)

Les principaux acteurs du secteur de l'eau sont les suivants :

Activité	Principales entreprises
Traitement des eaux usées	- Veolia Water (France) - Indah Water Konsortium Sdn Bhd ¹⁶ , Taliworks Corporation Berhad (Malaysia)
Gestion et services des eaux	- SAJ Holdings Sdn Bhd, Air Kelantan Sdn Bhd, Laku Management Sdn Bhd, Perbadanan Bekalan Air Pulau Pinang Sdn Bhd, Syarikat Bekalan Air Selangor Sdn Bhd, Syarikat Air Terengganu Sdn Bhd, Syarikat Air Melaka Berhad, Konsortium ABASS Sdn Bhd (Malaysia)
Equipement de traitement des eaux et des eaux usées	- Kurita Water (Japan), Organo Asia (Japan) - Nalco Industrial Services Malaysia Sdn Bhd, Biwater Sdn Bhd, Ionics Technology Sdn Bhd, Envirogard Sdn Bhd, Water Engineering Technology Sdn Bhd, Universal Environmental Resources Sdn Bhd, KIJ Ultra Supreme Filtration Sdn Bhd, Tsurumi Pump Sdn Bhd, Sime Group, Berjaya Group, YTL Group (Malaysia)

Les principaux acteurs du secteur de l'énergie sont les suivants :

Activité	Principales entreprises
Energie solaire	- Phoenix Solar Group (Germany) ¹⁷ - Yingli Green Energy Holding Company Limited (China) - First Solar Inc, DitrolSolar ¹⁸ , Green Innotech Sdn Bhd (Malaysia)
Biomasse	- TSH Bio Energy Sdn Bhd, Builders Biomass Sdn Bhd (Malaysia)
Biogaz	- SP Multitech Renewable Energy Sdn Bhd (Malaysia)

¹² SWM Environment Sdn Bhd fournit des services intégrés de collecte et de gestion de déchets solides dans les Etats de Johor, Malacca and Negeri Sembilan

¹³ Dessert les hôpitaux et les cliniques des Etats de Perlis, Kedah, Penang, Perak, Sarawak et Sabah

¹⁴ Surtout active à Kuala Lumpur, Putrajaya, Kelantan, Pahang et Terengganu

¹⁵ Une filiale de Pantai Holdings Berhad, principalement active dans les Etats de Johor, Negeri Sembilan et Melaka

¹⁶ IWK est détenue à 100 % par le gouvernement malaisien. Elle fournit des services d'égouttage, en gérant et entretenant 5.594 usines publiques de traitement d'eaux usées et 14.295 km de tuyaux d'égouts, desservant une population de 18,7 millions d'habitants sur un total de 28 millions de Malaisiens.

¹⁷ Phoenix Solar AG Germany, basée à Sulzemoos, est la maison-mère de Phoenix Solar Sdn Bhd

¹⁸ DitrolSolar est le leader en fourniture de services solaires en Malaisie pour les projets résidentiels, commerciaux, industriels et individuels à grande échelle

3.2.4 POTENTIEL DU MARCHÉ ET OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Selon le Ministère de l'Énergie, des Technologies vertes et de l'Eau, le potentiel en matière d'énergie renouvelable est garanti par les ressources abondantes, comme les résidus forestiers, la biomasse à base d'huile de palme, le solaire thermique, le solaire photovoltaïque, les résidus d'usine, les déchets ménagers, les écorces de riz ou encore les gaz d'enfouissement.

Les quatre sources renouvelables les plus adéquates et disponibles en Malaisie sont le solaire, la biomasse, le vent et la marée. L'énergie solaire est la plus prometteuse, au vu de la radiation moyenne de 400 à 600 MJ/m². Le potentiel technique de la biomasse est quant à lui estimé à 29.000 MW, surtout grâce à l'ampleur que l'industrie de l'huile de palme prend dans le pays : elle compte 400 usines représentant ensemble un potentiel moyen d'1 MW d'énergie renouvelable au moyen des flux de déchets liquides¹⁹.

Par ailleurs, suite à la croissance économique du pays, les usines de traitement des eaux usées se créent en Malaisie en réponse aux demandes grandissantes de services d'assainissement plus efficaces. Une gestion adéquate revêt une importance capitale en Malaisie : environ 98 % de la distribution d'eau est assurée par de l'eau de surface. Les Malaisiens génèrent environ 6 millions de tonnes d'eaux usées chaque année, dont la plupart sont traitées puis déversées dans les rivières. De plus, la demande en eau, domestique comme industrielle, devrait tripler dans les 50 prochaines années²⁰, alors que la consommation par tête devrait doubler d'ici 2020.

Les secteurs suivants affichent des perspectives de croissance en Malaisie²¹ :

- ◆ recyclage de déchets agricoles et de sous-produits agricoles, engrais et panneaux de bois reconstitués

- ◆ systèmes de traitement des eaux usées, équipements de contrôle, équipements de recyclage des eaux usées, sécheurs de boue et systèmes de purification industriels
- ◆ matériel et infrastructure pour l'égouttage pour l'Indah Water Konsortium (IWK) et ses développeurs. IWK requiert du matériel neuf, comme des pompes, des aérateurs, des mélangeurs, des filtres, des écrans et de l'équipement de contrôle des eaux.
- ◆ technologies pour minimiser les volumes de déchets, recyclage et élimination de matières dangereuses (métaux toxiques, déchets légèrement radioactifs, déchets médicaux) et technologies de bioremédiation
- ◆ technologie de mise en valeur des sols bitumeux de pétrole pour récupérer les huiles usées provenant des industries
- ◆ dans le domaine de la qualité de l'air, équipement de contrôle des émissions des véhicules, épurateurs industriels, équipements d'analyse et de contrôle des émissions gazeuses, collecteurs de déchets, système de contrôle de pollution de l'air intérieur, équipement de contrôle de l'air sur des stations de génération électrique ou chaudières
- ◆ audit environnemental, systèmes de gestion et évaluation d'impact. Analyse des risques, une nouvelle exigence pour évaluer l'impact environnemental des industries pétrolières et chimiques.
- ◆ privatisation de la gestion des déchets solides, qui devrait créer des opportunités pour fournir des technologies de pointe, de l'équipement et des services de gestion des décharges. Des opportunités existent également pour les incinérateurs de déchets de petites et moyennes tailles, le compostage et le recyclage des déchets, le développement des sites d'enfouissement et les services de traitement du lixiviat de décharge.
- ◆ équipements et technologies pour économiser l'énergie et améliorer l'efficacité et la maîtrise des coûts.

¹⁹ Source : Australian Institute of Commercialization

²⁰ Depuis 2010

²¹ Liste basée sur une étude du secteur de l'environnement (menée par l'U.S. Agency for International Development et l'APEC) et sur les recherches de l'Agence pour le Commerce extérieur

3.3 CONSTRUCTION

Le secteur de la construction en Malaisie est composé des catégories suivantes : la construction résidentielle, la construction non-résidentielle, ainsi que les travaux de génie civil ou d'infrastructure.

Le marché malaisien de la construction est très compétitif. La plupart de ses acteurs (contractants, architectes et fournisseurs de matériaux) sont implantés près de Klang Valley. Ils sont emmenés par des entreprises locales et cotées en bourse, tandis que la participation étrangère est particulièrement encouragée dans les domaines touchant la construction écologique, les bâtiments intelligents et les bâtiments éco-énergétiques.

3.3.1 APERÇU DU SECTEUR ET PERSPECTIVES

APERÇU

Le secteur de la construction a contribué directement au PIB malaisien en 2013, à hauteur de 4,2 %, pour un montant de 41,28 milliards de MYR (9,53 milliards d'EUR). La croissance annuelle par rapport à 2012 s'est élevée à 12,9 %²². Il fournit plus de 800.000 emplois et joue un rôle prépondérant dans l'économie malaisienne, notamment grâce à son interaction avec d'autres secteurs, comme la métallurgie, l'ingénierie mécanique ou encore le tourisme, véritable moteur pour la croissance du pays. Le tableau ci-dessous montre le développement de la construction, parallèlement à d'autres activités économiques majeures :

PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À PRIX COURANTS, DE 2011 À MARS 2014

	Evolution (en %)				Part du PIB (en %)			
	2011	2012	2013	2014 jusqu'en mars	2011	2012	2013	2014 jusqu'en mars
Agriculture	26,3	-9,3	-2,9	12,3	11,8	10,0	9,3	9,2
Mines et carrières	6,7	5,4	1,6	9,0	10,4	10,3	10,0	11,0
Industrie manufacturière	10,0	6,1	3,4	9,8	24,3	24,2	23,9	23,6
Construction	9,6	23,4	12,9	20,4	3,3	3,9	4,2	4,5
Services	9,4	9,1	6,9	8,8	49,2	50,4	51,5	50,7

Source : Département des statistiques de Malaisie/Ministère des Finances

22 Source : Département des statistiques

La croissance de la construction en 2013 est expliquée en grande partie par le succès du sous-secteur de la construction résidentielle (29,7 %) et soutenue par celui du sous-secteur du génie civil suite à la poursuite de la mise en place de larges infrastructures de transport ainsi que de projets liés au pétrole et au gaz.

Le secteur a été dynamisé par des sous-secteurs connexes, qui ont bénéficié de flux d'investissements conséquents, en particulier le secteur immobilier, avec 318.130 transactions recensées en 2013, soit une augmentation de 6,7 % en valeur pour un montant de 152,37 milliards de MYR (35,19 milliards d'EUR) et une diminution de 10,9 % en volume par rapport à 2012²³.

Répartition des investissements en construction en 2012 et 2013 (jusque septembre) :

Sous-secteurs	Investissement total (en millions de MYR)		Investissement étranger (en millions de MYR)	
	2012	2013 (jusque septembre)	2012	2013 (jusque septembre)
Immobilier	58.776,7	83.314,2	1.325,2	2.187
Transport	8.730,4	7.887,8	231,5	908,3
Hôtels & tourisme	8.890,5	7.025,6	320,6	825,4
Services publics	12.566	9.063,3	0	0

Source : Malaysia Investment Development Authority

D'autre part, la bonne santé de la construction peut aussi se traduire à travers des indicateurs, publiés par la Bank Negara Malaysia, banque centrale du pays :

Indicateurs du secteur de la construction		2011	Evolution 2010-2011 (en %)	2012	Evolution 2011-2012 (en %)	2013	Evolution 2012-2013 (en %)	2014 (jusque mars)
Nombre de de licences de promoteur, de ventes immobilières et de permis de publicité	Neuf	1.240 (sauf licences de promoteur)	16,1 %	2.822		1.555	-44,9 %	282
	Rénovation	1.482 (sauf licences de promoteur)	-2,4 %	2.220		2.105	-5,2 %	417
Nombre de permis de logements accordés		159.653	32,2 %	235.249	47,4 %	177.568	-24,5 %	24.493
Fabrication de produits en béton, en ciment ou en plâtre (index)		97	6,5 %	141	45,4 %	148,6	5,4 %	179,5
Fabrication de produits de base en fer ou en acier (index)		106	5,4 %	97,8	-7,7 %	102,7	5,0 %	96,4
Fabrication de produits de construction (index)		132	13 %	105,6	-20 %	106,9	1,2 %	104,3
Prêts approuvés dans la construction (millions de MYR)		32.168	26 %	26.307	-18,2 %	23.532	-10,5 %	3.853
Prêts en cours dans la construction (millions de MYR)		40.284	4,8 %	44.503	10,5 %	49.825	12 %	51.458
Indice des prix de l'immobilier malaisien		154,6	9,9 %	172,8	11,8 %	192,9	11,6 %	199,7
Importations de matériaux de construction et de produits minéraux (millions de MYR)		4.942	13,9 %	4.909	-0,7 %	4.979	1,4 %	1.203

Source : Bank Negara Malaysia

23 Source : REHDA Bulletin May 2014

PERSPECTIVES

La production du secteur de la construction devrait atteindre un taux de croissance annualisé de 11,48 % entre 2013 et 2017, soutenu par l'essor économique du pays et les dépenses accrues du gouvernement dans les infrastructures publiques, d'après le bureau de consultation Trimetric.

Quelques indicateurs clés confirment un bon démarrage de l'année 2014 :

- ♦ une croissance économique de 6,2 % au cours du premier trimestre (Q4 2013 : 5,1 %)
- ♦ une demande domestique progressant de 7,4 % au cours du premier trimestre 2014, menée par l'augmentation de la consommation et de l'investissement privé (Q4 2013 : 6,7 %)
- ♦ un taux de croissance de la consommation publique de 11,2 % au cours du premier trimestre 2014 (Q4 2013 : 5,2 %).²⁴

Quelques autres facteurs, comme l'évolution démographique (taux de croissance annuel d'environ 2 %), les migrations (sous le programme 'Malaysia My Second Home') ainsi que la croissance socio-économique, sont également étroitement liés au succès du marché de la construction.

3.3.2 Initiatives du gouvernement

AGENCES GOUVERNEMENTALES

Le gouvernement est un acteur majeur du secteur au travers des agences suivantes :

- ♦ Ministry of Works (Ministère des Travaux)
- ♦ Public Works Department
- ♦ Construction Industry Development Board (CIDB)
- ♦ Contractor Service Centre
- ♦ Board of Engineers
- ♦ Board of Architect
- ♦ Board of Surveyors.

Le Construction Industry Development Board (CIDB), un organe de conseil dépendant du Ministère des Travaux, a été établi en 1994 par le gouvernement, dans le but de promouvoir le développement de l'industrie de la construction et d'aider à sa modernisation.

Le CIDB est chargé de formuler des recommandations au gouvernement dans les matières relatives à la construction et de gérer les aspects importants de l'industrie, incluant l'enregistrement des contractants, l'évolution des connaissances du secteur, la formation, la sécurité et l'éducation.

²⁴ Source : Ministre des Finances (données économiques du 1^{er} trimestre 2014)

POLITIQUES

Le gouvernement malaisien a pris une série d'initiatives de soutien pour relancer l'économie (voir 2.1). Certaines influencent particulièrement le secteur de la construction et augurent de nombreux projets de construction :

- ◆ le NKEA (national key economic area) de l'ETP (Economic Transformation Programme) 'développement de l'agglomération de Kuala Lumpur et de Klang Valley', qui inclut une transition vers des quartiers et bâtiments écologiques, ainsi qu'un développement aux abords de la rivière Klang.
- ◆ le NKEA de l'ETP 'soins de santé'
- ◆ le NKRA du GTP (Gouvernement Transformation Programme) 'moderniser des infrastructures de base en zone rurale'
- ◆ le NKRA du GTP 'moderniser les transports en commun en zone urbaine'.
- ◆ la mise en place des cinq couloirs économiques régionaux de Malaisie (Iskandar Malaysia, Northern Corridor Economic Region, East coast Economic Region, Sarawak Corridor Renewable Energy, Sabah Development Corridor).

DÉPENSES PUBLIQUES

Le 10^e plan quinquennal (2011-2015) prévoyait 230 milliards de MYR (53,1 milliards d'EUR) d'allocations de développement et 20 milliards de MYR (4,6 milliards d'EUR) de fonds de facilitation afin de stimuler la demande. 60 % des allocations de développement, soit 138 milliards de MYR (ou 31,84 milliards d'EUR), sont dédiés à l'aménagement physique, alors que les fonds de facilitation sont destinés à attirer les investisseurs privés.²⁴

Pour l'année fiscale 2014, un total de 46,5 milliards de MYR (10,73 milliards d'EUR) de dépenses fédérales de développement a été réservé. Le secteur du logement bénéficiera de 2,4 % de ce montant, celui du transport de 19,6 % et celui des services publics de 7,7 %.

PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS (PPP)

Afin d'encourager l'investissement privé dans le secteur, 52 projets d'envergure figurent dans le 10^e plan quinquennal. Leur valeur globale conjointe atteint 63 milliards de MYR (14,55 milliards d'EUR) ; ils doivent être implémentés sous forme d'accords de partenariats publics-privés.

Parmi les projets, figurent des autoroutes à péage, des centrales électriques au charbon, des aménagements ferroviaires, des extensions d'aéroports, des logements sociaux, la création du Malaysia Rubber Board, la construction d'hôpitaux et de campus universitaires, la modernisation d'infrastructures rurales, le développement de terminaux de transport intégrés, ainsi que cinq corridors économiques.²⁶

Entre 2010 et 2013, l'unité de partenariat public-privé du Premier Ministère a approuvé 137 projets et mobilisé 115 milliards de MYR (26,53 milliards d'EUR) pour les investissements du secteur privé. Pour l'année 2014, le gouvernement a alloué jusqu'à 2,7 milliards de MYR (623 millions d'EUR) sous forme de fonds de facilitation pour des projets PPP.²⁷

CONSTRUCTION ÉCOLOGIQUE

Le gouvernement malaisien a lancé la 'Green Buildings Mission Campaign', financée par les dépenses publiques à hauteur de 1,5 milliard de MYR (346,1 millions d'EUR). Des incitants fiscaux ont été alloués pour promouvoir des technologies vertes et développer des opportunités dans la construction pour 2011-2015.

²⁴ Source : Ministre des Finances (données économiques du 1^{er} trimestre 2014)

²⁵ UK Trade & Investment

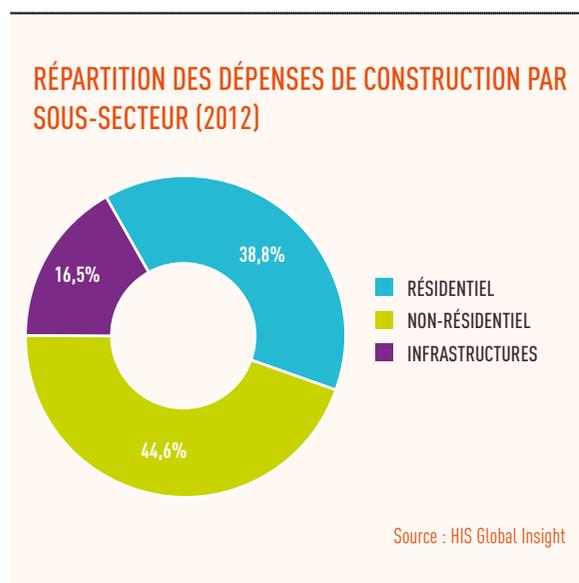
²⁶ Département du Premier Ministre (2010)

²⁷ Source : <http://www.thestar.com.my/>

3.3.3 SOUS-SECTEURS DE LA CONSTRUCTION

Le secteur de la construction peut être segmenté en trois sous-secteurs : le résidentiel, le non-résidentiel et les infrastructures. Les dépenses (publiques et privées) s'élevaient à 17,6 milliards d'USD (12,94 milliards d'EUR) en 2012 et devraient croître de 4,5 % par an entre 2013 et 2018.²⁸

La construction non-résidentielle représente 44,6 % des dépenses totales du secteur en 2012. Elle est suivie par les projets résidentiels (38,8 %) et le secteur des infrastructures (16,5 %).



A long terme, on prévoit cependant que les infrastructures vont connaître la progression la plus significative dans le domaine de la construction en termes de dépenses consacrées, avec 5 % par an, suivies de près par la construction résidentielle à 4,7 %. La construction non-résidentielle devrait quant à elle croître de 4 % par an.

SOUS-SECTEUR RÉSIDENTIEL

Dans le 'Federal Government Development Expenditure 2014', 1.047 millions de MYR (241,6 millions d'EUR), soit 2,4 % des dépenses totales, ont été alloués au logement, une augmentation significative par rapport aux 643 millions de MYR (148,4 millions d'EUR) de 2013, qui représentaient alors 1,4 % du total.²⁹

Selon la 'Real Estate and Housing Developers Association of Malaysia' (REHDA), le sous-secteur résidentiel détient la part la plus importante dans les activités du marché immobilier, à raison de 64 % du total, soit 246.225 transactions immobilières résidentielles pour une valeur de 72,06 milliards de MYR (16,63 milliards d'EUR) en 2013.

En termes de part de marché régionale, l'Etat de Selangor contribue à hauteur de 26,1 % à ces transactions, suivies par Johor avec 13,7 %, Perak à 11,4 %, Pulau Pinang à 7,2 % et Kedah à 6,0 %.

En termes de segmentation du marché par prix, les transactions immobilières relatives à des biens entre 100.000 et 200.000 MYR ont diminué en 2012, alors que celles sur des prix oscillant entre 200.000 à 250.000 MYR ont bondi de 7,3 %. Ce sont les activités de marché pour les biens de valeur intermédiaire qui ont affiché le plus de dynamisme. Les constructions entre 250.000 MYR et 500.000 MYR ont en effet représenté 27,3 % du total. De plus, durant les quatre dernières années, la demande pour les maisons de plus de 500.000 MYR a augmenté, s'octroyant 12,9 % des transactions en 2013.

Fin 2013, on recensait 4,72 millions de logements finis. 696.557 autres étaient en cours d'achèvement et 615.815 en construction.

²⁸ Source : Asia Construction Outlook 2013, AECOM

²⁹ Source : Ministère des Finances



SOUS-SECTEUR NON-RÉSIDENTIEL

Le secteur non résidentiel comprend les établissements et centres commerciaux, les bureaux, les immeubles industriels et les lieux de loisirs³⁰ :

- ◆ 20.185 transactions relatives à des magasins ont été recensées en 2013, pour une valeur de 14,11 milliards de MYR (3,26 milliards d'EUR), soit une augmentation de 3,2 % en valeur et une diminution de 9,8 % en volume par rapport à 2012
- ◆ 20 nouveaux complexes commerciaux ont vu le jour en 2013, dotant la Malaisie d'une surface de vente de 12,39 millions de m², dont 2,53 millions disponibles. 457.440 autres m² sont planifiés, alors que 1,25 million de m² sont en cours de construction
- ◆ En ce qui concerne les espaces de bureau, l'année 2013 a enregistré 29 transactions pour une valeur globale de 1,27 milliard de MYR (293 millions d'EUR), contre 24 en 2012.
- ◆ Les bâtiments industriels contribuent à hauteur de seulement 2,2 % en volume et 8,1 % en valeur dans le marché immobilier en 2013
- ◆ Les constructions relatives aux loisirs ont progressé, conformément à la croissance du secteur touristique. 2.003 transactions relatives à des hôtels ont été recensées pour une somme de 1,95 milliard de MYR (450 millions d'EUR), tandis que 22 transactions ont concerné des espaces de loisirs pour une valeur de 18,17 millions de MYR (4,2 millions d'EUR) en 2013
- ◆ Les investissements ayant trait au voyage et au tourisme s'élevaient à 20,7 milliards de MYR (4,78 milliards d'EUR), soit 7,7 % du total de 2013. Ils devraient grimper de 5,1 % en 2014 et de 5,7 % par an sur les dix prochaines années et atteindre 37,7 milliards de MYR (8,7 milliards d'EUR) en 2014 (9 % du total).³¹

Notons également que le secteur du tourisme a été identifié comme l'un des 12 NKEAs dans l'Économic Transformation Programme. De même, le Malaysia Tourism Transformation Plan ambitionne d'attirer 36 millions de visiteurs et de récolter 168 milliards de MYR de recettes d'ici 2020. Il consent à cet effet de nombreux efforts pour doter la Malaisie de plus d'hôtels 4 et 5 étoiles.

³⁰ Source : REHDA Bulletin May 2014

³¹ Source : 'Travel & Tourism, Economic Impact 2014' (World Travel & Tourism Council)



SOUS-SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Les infrastructures malaisiennes peuvent être subdivisées en infrastructures sociales et initiatives du gouvernement.

L'infrastructure sociale a trait aux projets d'intérêt public comme les écoles, les hôpitaux, les stades, les complexes sportifs et les bibliothèques. Le domaine de la santé et du bien-être sont particulièrement visés.

D'une part, le secteur des soins de santé a été identifié comme l'un des NKEA et il devrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen de 14,5 % entre 2011 et 2020, d'après le bureau de consultance Frost & Sullivan. Dans le 10^e plan quinquennal, le gouvernement a stipulé qu'il ouvrirait 197 nouvelles cliniques (dont 156 en région rurale et 41 de type communautaire), ainsi que 4 nouveaux hôpitaux et 4 hôpitaux de remplacement³². De plus, il envisage une forte demande sur le marché des soins aux personnes âgées, dont le coût total est évalué à 829,1 millions d'EUR entre 2010 et 2020³³.

D'autre part, les initiatives gouvernementales réfèrent aux projets d'envergure émanant du secteur public. Elles incluent le développement de zones industrielles, de villes et de quartiers, ainsi que la mise en place de corridors économiques. De vastes projets de construction en découlent :

- ♦ le Kuala Lumpur International Financial district, initié en 2012 et estimé à 526 milliards de MYR (5,6 milliards d'EUR), est voué à renforcer la position du pays dans le secteur des services financiers
- ♦ le West Coast Express (WCE), évalué à 5,04 milliards de MYR, a été annoncé en mai 2014. Le principal contractant EPC³⁴ choisi par le gouvernement est un consortium entre IJM et KEB³⁵
- ♦ une 3^e ligne pour le système Light Rapid Transit (LRT) de Kuala Lumpur est envisagée. Son étude de faisabilité a été réalisée par la société nationale d'infrastructure Syarikat Prasarana Negara en mai 2014. Sa construction devrait totaliser 36 km de rails et coûter environ 9 milliards de MYR (2,08 milliards d'EUR).

³⁴ Source : Economic Planning Unit

³⁵ Source : www.austrade.gov.au

3.3.4 CONTRATS ET CONTRACTANTS

Qu'elle soit locale ou étrangère, toute entreprise de construction doit être répertoriée au sein du Construction Industry Development Board (CIDB), avant d'entamer un quelconque chantier en Malaisie.

Neuf classes d'enregistrement existent comme mentionnés ci-dessous. Un contractant ne peut pas se lancer dans un projet dont la valeur excèderait le seuil supérieur de son niveau.

Niveaux des appels d'offres :

- ◆ G1 : 0-200.000 MYR
- ◆ G2 : 200.000-500.000 MYR
- ◆ G3 : 500.000-1.500.000 MYR
- ◆ G4 : 1.500.000-3.000.000 MYR
- ◆ G5 : 3.000.000-5.000.000 MYR
- ◆ G6 : 5.000.000-10.000.000 MYR
- ◆ G7 : 10.000.000 -30.000.000 MYR
- ◆ G8 : 30.000.000 -100.000.000 MYR
- ◆ G9 : > 100.000.000 MYR

Selon les données de juillet 2014, 72.690 contractants étaient inscrits au CIDB, le nombre de chantiers s'élevant quant à lui à 116.972.

Nombre de contractants enregistrés et de chantiers par classe (en date du 4 juillet 2014)

Niveau du contractant	Nombre de contractants enregistrés	Nombre de chantiers enregistrés (contrats)
G9	84	171
G8	226	361
G7	600	973
G6	1.324	2.196
G5	1.313	2.569
G4	1.693	2.790
G3	1.192	2.142
G2	3.264	6.122
G1	62.994	99.648
Total	72.690	116.972

Source : Construction Industry Development Board (CIDB)

L'écrasante majorité des contractants enregistrés en Malaisie sont de classe G1. Parmi les chantiers, 28.564, soit 24,4 % sont de type 'génie civil'. 54.509 sont catégorisés comme 'general buildings', soit 46,6 %.

3.3.5 PRINCIPAUX ACTEURS INDUSTRIELS

- ◆ YTL Corporation Berhad, fondé en 1955, est un conglomérat issu d'une petite entreprise de construction qui a évolué vers une société internationale de services publics. Ses activités couvrent les services publics, la construction, le rail à grande vitesse, l'immobilier, les hôtels et les centres de loisirs.
- ◆ IJM Corporation Berhad existe depuis 1983. Active en Malaisie et à l'étranger, elle a pour cœur de métier la construction, le développement immobilier, l'industrie extractive et manufacturière, la concession d'infrastructures et les plantations.
- ◆ Gamuda Berhad, fondée en 1976, se focalise sur trois secteurs d'activité : l'ingénierie et la construction, la concession d'infrastructure et le développement immobilier. Les principaux projets du groupe englobent la construction du Mass Rapid Transit, d'autoroutes, de pistes d'aéroport, de lignes ferroviaires, de tunnels, d'usines de traitement des eaux et de barrages, mais également des concessions d'infrastructures et l'aménagement de nouveaux quartiers.
- ◆ Muddibbah Engineering Bhd est active dans des travaux d'infrastructure et de bâtiment, touchant des domaines aussi variés que les aéroports et leurs installations, le pétrole et le gaz, le secteur maritime et portuaire, les grues, les bateaux, ainsi que les concessions. Ses projets de construction incluent les autoroutes, les ponts, les travaux d'irrigation et de drainage, les projets hydroélectriques, ainsi que les bâtiments du gouvernement et les bureaux.

- ♦ Zelan Berhad exerce des activités couvrant l'ingénierie et la construction, ainsi que l'immobilier et le développement. Le groupe Zelan a participé à la création de 14 centrales électriques en Malaisie, d'aéroports, de hangars, d'autoroutes, d'échangeurs, ainsi que de bâtiments commerciaux et industriels et d'infrastructures. L'un de ses projets en cours est le Concession Agreement pour le Gombak Integrated Transport Terminal (GITT) dans l'Etat de Selangor. Il a été signé entre le gouvernement de Malaisie et le Terminal Bersepadu Gombak Sdn Bhd (une filiale détenue à 95 % par Zelan) en mars 2012, sous forme d'un PPP.
- ♦ Malaysian Resources Corporation Berhad est spécialisée dans l'immobilier, l'ingénierie et la construction (comprenant les hauts buildings, les hôpitaux, les aéroports, les centres commerciaux, les écoles, les routes, les travaux de génie civil et d'infrastructures, le développement résidentiel, les réseaux de transport énergétique), la concession ainsi que des travaux environnementaux.
- ♦ WCT Berhad se focalise sur trois segments : le génie civil et la construction (circuit de formule 1, aéroports, infrastructure iconique, barrages et systèmes d'approvisionnement en eau, autoroutes, chantiers d'aménagement intérieur...), le développement immobilier résidentiel et commercial ainsi que l'investissement immobilier. Ses réalisations les plus connues sont l'aéroport international de Kuala Lumpur et le circuit de formule 1 de Sepang, où il a agi en qualité de contractant principal.
- ♦ Eversendai Berhad est établi depuis 1982. Ses activités sont aujourd'hui segmentées en acier de construction, installation de centrales électriques, ingénierie, construction civile, construction générale, ainsi que pétrole et gaz. Ces catégories incluent les hauts buildings, les structures industrielles, les stades, les aéroports, les ponts, les centres commerciaux et les projets communautaires. Parmi ses réalisations les plus notables, citons les Petronas Twin Towers.
- ♦ Hock Seng Lee Berhad a été fondée en 1979. Elle est spécialisée dans l'ingénierie marine et civile, ainsi que dans la consultance en construction. L'entreprise vise deux segments : la construction et le développement immobilier. Hock Seng Lee exerce des activités aussi variées que le dragage, l'assainissement de sols, la construction de routes et de ponts, la protection côtière, le drainage, la distribution d'eau, les tunnels, ainsi que d'autres travaux d'infrastructure et de construction.



3.4 SANTÉ



Le domaine des soins de santé figure parmi les 12 secteurs clés identifiés dans l'Economic Transformation Programme (ETP).

En tant que NKEA, il est assorti d'une série d'objectifs à l'horizon 2020 : 35,5 milliards de MYR à générer en termes de PIB, 181.000 emplois à créer et 17,2 milliards d'investissements à attirer.

17 projets prioritaires (EPPs), ont été fixés par le Ministère de la Santé. Parmi ceux-ci, huit concernent les appareils médicaux (EPPs 7-14) et trois les soins aux personnes âgées (EPPs 15-17).

EPP 1	Mandating Private Insurance for Foreign Workers
EPP 2	Creating Supportive Ecosystem to Grow Clinical Research
EPP 3	Malaysian Pharmaceuticals
EPP 4	Reinvigorating Healthcare Travel
EPP 5	Creating a Diagnostic Services Nexus
EPP 6	Developing a Health Metropolis - A World-Class Campus for Healthcare and Bioscience
EPP 7	Upscale Malaysia's IVD Industry
EPP 8	Build Malaysian Showcase on Next Generation of Core Single Use Device (SUD) Products
EPP 9	Become the Hub for High-Value Medical Devices Contract Manufacturing
EPP 10	Malaysian Clinical Device Champions
EPP 11	Medical Equipment Supply Chain Orchestration
EPP 12	High-Value Medical Devices Manufacturing
EPP 13	Build Medical Hardware and Furniture Cluster
EPP 14	Renal Products
EPP 15	Mobile Healthcare Services
EPP 16	Institutional Aged Care
EPP 17	Retirement Villages



Le rapport annuel 2013 de l'ETP dresse un bilan satisfaisant de l'avancée des projets. 12 sur 37 ont déjà abouti et ont permis la création de 26.628 emplois (14,7 % de l'objectif fixé), la génération de 6,6 milliards de MYR (18,9 %) de PIB et de 4,86 milliards de MYR (28,2 %) d'investissements. Le Ministère de la Santé s'est vu allouer 8,39 % du budget national global en 2014.

Les facteurs expliquant la progression du secteur ces dernières années sont multiples : le vieillissement de la population, une société au pouvoir d'achat plus important et des styles de vie plus soucieux de la santé. Les avancées se traduisent par l'allongement de l'espérance de vie, la chute de la mortalité infantile et la diminution des maladies transmissibles.

Quatre sous-secteurs sont analysés : les appareils médicaux, les médicaments, les soins aux personnes âgées, et le tourisme médical.

APPAREILS MÉDICAUX

La Medical Devices Authority (MDA) a lancé le MeDC@St (Medical Device Centralised Online Application System), un outil pour soutenir les brevets et les licences. Il est constitué de trois modules qui permettent :

- ◆ la gestion des demandes de licences
- ◆ l'enregistrement des appareils médicaux (classe A, B, C et D)
- ◆ l'enregistrement de conformité du corps d'évaluation (CAB) pour l'exportation.

L'un des problèmes majeurs rencontrés par les fabricants malaisiens est l'accès au marché local. La préférence pour les produits importés a pour conséquence que la Malaisie achète la majorité de son équipement médical en Europe, aux Etats-Unis et au Japon : appareils pour électrodiagnostics, appareils à rayons infrarouges et ultraviolets, d'équipements destinés à la médecine, à la chirurgie, à la dentisterie, à l'orthopédie, mais également aux vétérinaires.

Le pays assure 70 % de la production mondiale de gants médicaux et chirurgicaux, de cathéters à base de latex et de préservatifs. Avec ses 12 fabricants de préservatifs, le pays en est le 5^e producteur mondial.

Près de la moitié des projets prioritaires (EPPs) relatifs aux soins de santé portent sur les appareils médicaux (8 sur 17).

MÉDICAMENTS

Le marché des médicaments malaisien est l'un des plus porteurs d'Asie-Pacifique. Il a connu une croissance annuelle de l'ordre de 10 % en 2010 suite au virus A (H1N1). L'industrie pharmaceutique fournit majoritairement des médicaments génériques, comptant pour 35 % du marché total.

Aux côtés des médecines modernes, les médecines traditionnelles telles que l'herboristerie, l'acupuncture ou les massages sont fréquemment pratiquées en Malaisie. On y recense plus de 130 fabricants spécialisés.

Les produits pharmaceutiques sont distribués par les médecins directement, par les hôpitaux ou par les pharmacies, dont quelques chaînes sont bien implantées (Guardian, Watson, Apex...).

L'EPP 3 veut tirer profit de l'expiration de nombreux brevets de médicaments pour augmenter la capacité de production des médicaments génériques ('Malaysian pharmaceuticals: increasing local generic manufacturing for export'). Le bénéfice potentiel est estimé à 132 milliards d'USD. Afin de maximiser cette opportunité et de dynamiser la croissance dans ce domaine, les autorités ont identifié certaines mesures à prendre :

- ◆ profiter de la collaboration de la Malaisie au niveau du Pharmaceutical Inspection Convention et du Pharmaceutical Inspection Cooperation Scheme (PIC/S) pour exporter vers les pays développés et les pays membres de l'Organisation of Islamic Cooperation

- ◆ pousser les usines de fabrication à s'adapter à la production en masse
- ◆ établir des partenariats solides entre les multinationales et les fabricants locaux.

En juin 2013, le spectre de cet EPP a été étendu à d'autres catégories de produits pharmaceutiques, comme les médicaments d'ordonnance, les suppléments, les biosimilaires et les vaccins.

Le 28 juin 2013, le Ministère de la Santé a également signé un MoU (memorandum of understanding) avec la compagnie privée IMS Health Malaysia, qui permet ainsi le partage entre les bases de données pharmaceutiques nationales publique et privée.

SOINS AUX PERSONNES ÂGÉES

D'ici 2020, 10 % des Malaisiens auront plus de 60 ans et cette proportion monterait à 15 % d'ici 2030. Ce vieillissement de la population présente de nouveaux défis, pour le secteur des soins de santé, de capacité, d'accès, de soins à long terme et d'infrastructures ainsi que de services adéquats pour les personnes âgées.

Le NKEA Healthcare a identifié 3 EPPs qui se penchent sur cette problématique. En outre, le parlement malaisien devrait adopter le 'Aged Healthcare Act' d'ici fin 2014, une nouvelle loi pour répertorier les droits des personnes âgées.

TOURISME MÉDICAL

Les pays d'Asie du Sud-Est sont prisés pour leur tourisme médical, particulièrement l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie. Cette dernière est spécialisée dans les soins cosmétiques, qui attirent à eux seuls de nombreux patients des quatre coins de la planète.

Les cliniques locales répondent aux normes de référence internationales et assurent des prestations de qualité grâce à des dispositifs haut de gamme et des médecins formés aux États-Unis, en Australie ou au Royaume-Uni. Ils sont assistés par des équipes médicales compétentes et qualifiées dont la majorité parle anglais. Pour offrir une période de convalescence des plus agréables, les établissements disposent de chambres et de suites dignes de celles des hôtels de luxe.

La concurrence des pays voisins et la taille croissante du marché malaisien requièrent une modernisation du secteur. Deux phases sont préconisées. La première consiste à augmenter le nombre de patients grâce à des opérations de marketing et des alliances internationales, alors que la seconde vise à améliorer les infrastructures et la capacité d'accueil.

Le Malaysia Healthcare Travel Council a été établi pour le développement et la promotion du tourisme médical, objectif cerné par l'EPP 4 'Reinvigorating healthcare travel'. Le rapport 2013 de l'ETP fait état de 72 hôpitaux et établissements de soins de santé, enregistrés au Malaysia Healthcare Travel Council. Le Prince Court Medical Center de Kuala Lumpur a été nommé meilleur hôpital au monde pour le tourisme médical par le Medical Travel Quality Alliance en 2013.

I am pleased to report that the Healthcare NKEA has shown encouraging progress, with several initiatives demonstrating positive results. We remain steadfastly committed to achieving the goal of this NKEA, which is to deliver high quality healthcare in a sustainable manner.

Dato' Seri Dr S Subramaniam
Ministre de la Santé (ETP rapport 2013)

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ appareils pour électrodiagnostics
- ◆ appareils à rayons infrarouges et ultraviolets
- ◆ équipements destinés à la médecine, à la chirurgie, à la dentisterie, à l'orthopédie
- ◆ équipements destinés aux vétérinaires
- ◆ médicaments à forte valeur ajoutée
- ◆ ...



4

RÉUSSITES RÉCENTES

LHOIST	66
AGEAS	67
OLEON	68



LHOIST

SECTEUR : CHAUX

Le groupe Lhoist est l'un des leaders mondiaux de la production et de la vente de chaux et de dolomie, matériaux essentiels à de nombreux secteurs d'activité. Si la sidérurgie demeure le premier débouché de Lhoist (33 % du chiffre d'affaires en 2013), d'autres domaines présentent un potentiel important : l'environnement (23 %), la construction et le génie civil (14 %), l'industrie du papier (10 %) et l'agriculture (4 %). Lhoist est également renommé pour la recherche et le développement liés aux applications de ses produits.

Ses racines remontent à la fin du 19^e siècle avec la reprise par Hippolyte Dumont de la carrière de calcaire d'Ampsin près de Liège, puis du site de production de chaux d'Hermalle-sous-Huy. Son gendre, Léon Lhoist, a étendu l'entreprise en fondant Lhoist Industries à Marche/Rochefort en Belgique et le site de Dugny dans la région de Verdun en Lorraine française.

Dans les années 1980, le groupe a traversé l'Atlantique et pénétré le marché américain. Lhoist a investi en Allemagne, en Scandinavie, en Europe de l'ouest et de l'est au cours de la décennie suivante. Le nouveau millénaire a quant à lui marqué son expansion vers le sud de l'Europe, le Brésil et l'Asie, puis vers la Russie et Oman.

Basé en Belgique à Limelette, Lhoist est aujourd'hui présent dans 25 pays avec plus de 90 usines de production dans le monde entier. Il emploie 6.000 personnes de 40 nationalités différentes. Son chiffre d'affaires 2013 s'élevait à 2 milliards d'EUR.

Sur le continent asiatique, Lhoist développe des projets industriels en Malaisie. Ses relations avec le pays ont commencé en 2007, suite à l'acquisition d'une carrière de calcaire près d'Ipoh. Lhoist Malaysia jouit d'importantes réserves de calcaire et de dolomie de qualité et peut répondre à la demande industrielle des marchés asiatiques émergents. La filiale a acheté en octobre 2013 l'usine de chaux Megah Jaya. En 2014, Lhoist vient de signer un accord d'acquisition des activités de production de chaux du groupe NSL et a également démarré la construction d'une nouvelle entité qui entrera en service à la fin 2015. Lhoist a de plus prévu de baser en Malaisie son centre de compétence régional pour l'ensemble de son développement asiatique.

www.lhoist.com/be_fr

AGEAS

SECTEUR : ASSURANCE

Ageas est un groupe d'assurance belge d'envergure internationale riche de quelque 190 années d'expérience. Ses premières activités datent de 1824 avec la création d'AG Vie. Sa dénomination actuelle remonte à 2010, suite au démantèlement de Fortis.

En Belgique, via AG Insurance, Ageas est le leader incontesté dans les segments vie individuelle et employee benefits et se profile aussi comme acteur de référence en non-vie.

Ageas est aujourd'hui également présent au Royaume-Uni, en France, au Luxembourg, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Turquie, en Chine, à Hong-Kong, en Inde, en Thaïlande et en Malaisie. Ageas concentre donc ses activités sur l'Europe et l'Asie. Elles se répartissent en quatre secteurs opérationnels : Belgique, Royaume-Uni, Europe continentale et Asie. Elles sont menées par des filiales d'Ageas à 100 % ainsi que par le biais de partenariats avec des institutions financières de référence et des distributeurs de renom dans le monde entier.

Ageas emploie plus de 13.000 personnes dans les entités consolidées et plus de 30.000 dans les partenariats non consolidés. Il a réalisé un encaissement annuel brut de 23 milliards d'EUR en 2013.

Ageas est présent en Malaisie depuis 2001, où il a fondé avec Maybank, la première banque du pays, une joint-venture, dans laquelle il détient une participation de 31 %. Depuis 2007, cette dernière mène ses activités sous l'enseigne d'Etiqua, sur les marchés vie et non-vie, tant pour les produits d'assurance conventionnels que les produits Takaful, c'est-à-dire conforme aux principes de l'Islam. Etiqua est leader du segment Takaful en Malaisie avec 38 % de part de marché et elle occupe la 3^e place sur le marché global.

Un des atouts majeurs d'Etiqua est son approche multicanal, appréciée par les consommateurs malaisiens, qui peuvent souscrire leurs assurances selon différentes sources. Etiqua distribue ses produits via 17.000 courtiers, plus de 400 agences Maybank, des partenaires affinitaires, Internet et le marketing direct.

La seconde activité d'Etiqua se focalise sur le segment Marine, Aviation et Transport. Elle est leader dans l'acceptation de clients de renom tels que Malaysia Airlines et Petronas, la société pétrolière nationale.

Etiqua s'est distinguée sur le marché Takaful à maintes reprises. Elle a été désignée en avril 2013 'Best Marketing Award' et 'Best Bancatakaful'.

www.ageas.com



'La volonté d'humaniser les assurances anime Etiqua et imprègne toute son approche et l'ensemble de ses processus. La compagnie œuvre pour ses clients et avec ses clients, dans un souci de simplification. Cette volonté transcende toutes les interactions avec le client, de la dimension humaine à la simplification des démarches. Pour preuve, lorsqu'un client appelle notre call centre, il est toujours en contact avec un interlocuteur humain et jamais avec un système automatisé. Lorsqu'il se rend dans une agence, il est reconnu et les collaborateurs s'adressent à lui de manière personnalisée. Ces recettes semblent simplistes, mais les Malaisiens y sont très sensibles. Il faut respecter la mentalité de cette nation, qui confère une place essentielle à l'humain. Pour faire percoler cette approche dans toute la compagnie, Etiqua investit beaucoup dans la formation et la promotion de ses valeurs.'

Barend Van Dam

Chief Bancassurance

Officier chez Etiqua Insurance & Takaful

OLEON

SECTEUR : OLÉOCHIMIE

Le groupe belge Oleon est spécialisé dans le secteur de l'oléochimie, la chimie du végétal appliquée aux huiles et graisses naturelles. A partir de ces ressources renouvelables, Oleon élabore plus de 500.000 tonnes d'acides gras, d'esters, de glycérine, de dimères, de propylène glycol, de biodiesels et autres substances qui, par leurs qualités techniques et environnementales, sont utilisées par les industriels pour entrer dans la composition de nombreux produits : lubrifiants, détergents et lessives, cosmétiques et produits d'hygiène, revêtements, peintures...

L'enseigne a été créée sous le nom d'Oleochem en 1957, à l'initiative conjointe de Ashland, une entreprise chimique américaine et de Petro-Fina, ancienne compagnie financière belge des pétroles, qui ambitionnait de se lancer de la pétrochimie à l'oléochimie.

Siégeant à Ertvelde près de Gand, Oleon emploie aujourd'hui 700 personnes environ, dont 70 % en Belgique. Elle possède six usines de production : deux en Flandre, une en Norvège, une en Allemagne, une en France et une en Malaisie. Elle est dotée également d'une série de succursales commerciales internationales. L'origine des matières premières et la destination de ses produits finis couvrent plus de 100 pays.

En janvier 2009, l'entreprise belge est acquise par Sofiprotéol, l'établissement financier de la filière française des huiles et protéines végétales Prolea, par le biais de sa filiale Diester Industrie. Cette opération permet à Oleon d'intégrer un groupe actif sur toute la chaîne des oléagineux et de conforter sa stratégie de diversification et de développement à l'international.

Depuis 2007, Oleon détient une unité de production d'esters en Malaisie, dans le parc industriel de Pulau Indah à Port Klang. La capacité de cette usine a été doublée en 2012.

La présence d'Oleon dans le pays remonte même aux années 1980, sous l'aile de Fina. Le bureau de représentation est passé de Penang (Malaisie) à Singapour, pour s'installer à Johor Bahru (Malaisie) depuis 2001 sous le nom d'Oleon. Vitrine pour les produits d'Oleon dans la région asiatique, cette succursale a agi comme un centre d'approvisionnement pour l'huile de palme et ses dérivés, matières premières de plus en plus importantes pour l'oléochimie. En raison de l'augmentation des activités d'Oleon dans cette partie du monde, le bureau a été transformé en 'Operational Headquarter' (OHQ) début 2013. Le site de production et l'OHQ emploient actuellement environ 100 personnes.

En 2012, Oleon s'est associée à l'entreprise dano-malaise United Plantations Bhd, spécialisée dans la production et la transformation d'huile de palme et de coco, pour fonder la joint-venture 50/50 UniOleon, dédiée aux émulsifiants alimentaires, utilisés dans le secteur de la boulangerie notamment.

Dans une première phase, UniOleon devrait inaugurer son unité de production destinée aux dérivés alimentaires oléochimiques en 2014, un investissement estimé à 15 millions d'EUR. La deuxième phase, concernant les émulsifiants alimentaires, devrait s'achever en 2016. Un laboratoire de recherche devrait également voir le jour. Le coût total de ce projet se chiffrait initialement à 26 millions d'EUR.

www.oleon.com



'Oleon heeft zich in dit ontwikkelingsproject geassocieerd met United Plantations, omdat wij de Maleisische koploper in de productie van duurzame palmolie zijn. Deze joint venture geeft ons de mogelijkheid om ons stroomafwaarts te integreren in de oleochemie, een positieve aanvulling op onze huidige activiteiten. Die geeft ons toegang tot nieuwe markten.'

Dato' Carl Bek-Nielsen

Directeur général de United Plantation
(décembre 2012)



'Oleon zal via deze investering zijn positie in de voedingssector en in Azië gevoelig versterken. Dankzij dit partnerschap zal Oleon ook beter voorzien in de toenemende vraag van onze klanten naar gecertificeerde en traceerbare producten.'

Chris Depreeuw

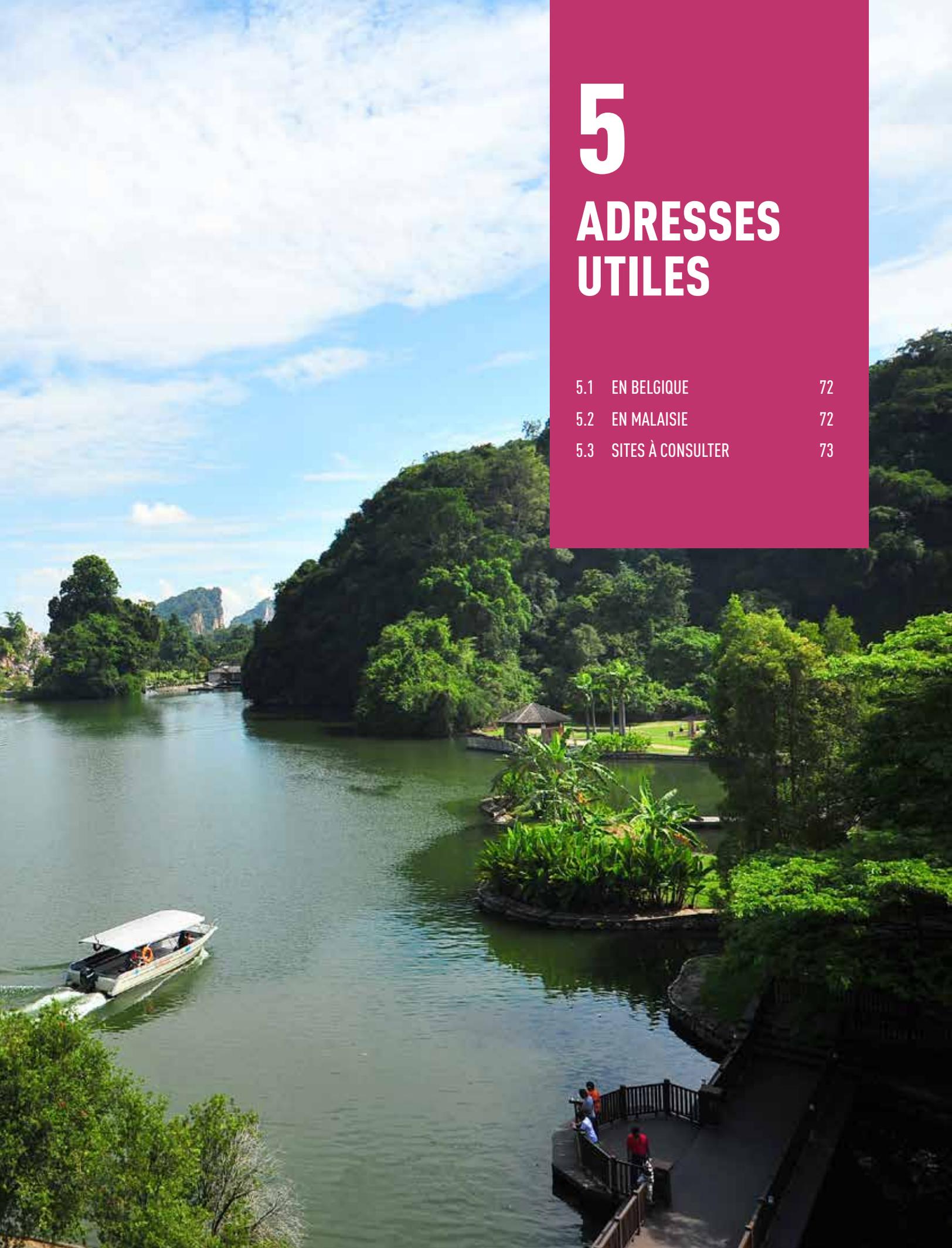
CEO d'Oleon
(décembre 2012)



5

ADRESSES UTILES

5.1	EN BELGIQUE	72
5.2	EN MALAISIE	72
5.3	SITES À CONSULTER	73



5.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ETRANGERS (AWEX)

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles
☎ +32 2 421 82 11
mail@awex.be
www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ +32 2 800 40 00
info@brusselsinvestexport.be
www.brusselsinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
☎ +32 2 504 87 11
info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.com

AMBASSADE DE MALAISIE EN BELGIQUE

Ambassadeur :
S.E. Dato' Zainuddin Yahya
Avenue de Tervuren, 414 A
1150 Bruxelles
☎ +32 2 776 03 40
malbrussels@kln.gov.my
www.kln.gov.my/perwakilan/brussels

5.2 EN MALAISIE

AMBASSADE DE BELGIQUE EN MALAISIE

Ambassadeur :
S.E. Daniel DARGENT
Suite 10-02 (10 th floor) - Menara Tan & Tan
207, Jalan Tun Razak
50400 Kuala Lumpur
Malaysia
☎ +60 3 21 62 00 25
+60 12 267 31 12 (numéro d'urgence en
dehors des heures d'ouverture)
kualalumpur@diplobel.fed.be
www.diplomatie.belgium.be/malaysia/

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Attaché économique et commercial :
M. Eric DE LAME
c/o Embassy of Belgium
Walloon Trade Commission
Suite 10-03 (10th floor) - Menara Tan & Tan
207, Jalan Tun Razak
50400 Kuala Lumpur
Malaysia
☎ +60 3 21 68 88 95, 96 & 97
info@klbelgiantrade.org

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Bruxelles Invest & Export ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Malaisie. Les entreprises bruxelloises souhaitant un soutien dans ce pays peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX, M. Eric de Lame.

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Flanders Investment & Trade ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Malaisie. Les entreprises flamandes souhaitant un soutien dans ce pays peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX, M. Eric de Lame.

5.3 SITES À CONSULTER

Bank Negara Malaysia
www.bnm.gov.my

Bureau du Premier Ministre
www.pmo.gov.my

Construction Industry Development Board
(CIDB)
www.cidb.gov.my

Département des statistiques de Malaisie
www.statistics.gov.my

Economic Planning Unit
www.epu.gov.my/en/home

Malaysia International Islamic Financial Centre
(MIFC)
www.mifc.com

Malaysia Investment Development Authority
(MIDA)
www.mida.gov.my

Ministère de l'Énergie, des Technologies vertes
et de l'Eau
www.kettha.gov.my

Ministère de la Santé
www.moh.gov.my

Ministère des Finances
www.treasury.gov.my

Ministère des Travaux
www.kkr.gov.my/en

Ministère du Tourisme
www.tourism.gov.my

Performance Management & Delivery Unit
(Pemandu)
www.pemandu.gov.my





6 SOURCES

Agence internationale de l'énergie
www.iea.org

Agence wallonne à l'Exportation et aux
Investissements étrangers
www.awex.be

Association pour le Développement de la
Finance islamique (ADEFI)
www.adefi.be

Banque mondiale
www.worldbank.org

Bruxelles Invest & Export
www.bruxellesinvestexport.be

Commission européenne
<http://ec.europa.eu>

Ernst & Young
www.ey.com

Flanders Investment & Trade
www.flandersinvestmentandtrade.com

Fonds monétaire international
www.imf.org

Forum économique mondial
www.weforum.org

Groupe Credendo
www.credendogroup.be

Ministère français des Finances
www.tresor.economie.gouv.fr

Organisation de coopération et de
développement économiques
www.oecd.org

Organisation mondiale du Commerce
www.wto.org

Présentation du Professeur Marc Deschamps
'Halal Club, a bridge with Europe' (28 mai 2014)

Real Estate and Housing Developers
Association of Malaysia (REHDA)
www.rehda.com

SPF Affaires étrangères
www.diplomatie.be

The Economist Intelligence Unit
www.eiu.com





Agence pour le Commerce extérieur

Rue Montoyer 3
1000 Bruxelles
☎ +32 2 206 35 11
www.abh-ace.be



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

**Agence wallonne à l'Exportation et
aux Investissements étrangers**

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles
☎ +32 2 421 82 11
www.awex.be



invest-export.brussels

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise 500, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ +32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be



**FLANDERS
INVESTMENT &
TRADE**

Flanders Investment & Trade

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
☎ +32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.com

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : OCTOBRE 2014

EDITEUR : MARC BOGAERTS

AUTEURS : MAO YULING & NICOLAS PREILLON

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE
POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE.

REPRODUCTION AUTORISÉE MOYENNANT MENTION DE LA SOURCE.



agence pour le
commerce extérieur